

## HOOFDSTUK VIII. — Slotbepalingen

## A. Briefwisseling en archief

Art. 28. Elke briefwisseling over al wat de Commissie betreft, moet aan de voorzitter, ten zetel van de Commissie, gericht worden.

Art. 29. Het archief van de Commissie wordt bewaard door de dienst aangewezen door de Secretaris-generaal van het « Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation » (Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming) van de Franse Gemeenschap.

## B. Indiening van het huishoudelijk reglement

Art. 30. Dit huishoudelijk reglement wordt bij de ter uitvoering van artikel 29 van dit huishoudelijk reglement aangewezen dienst ingediend.

## C. Goedkeuring van het huishoudelijk reglement

Art. 31. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 92 van het decreet d.d. 1 februari 1993 wordt dit huishoudelijk reglement, op initiatief van de Voorzitter, de Regering van de Franse Gemeenschap ter goedkeuring voorgelegd.

## D. Inwerkingtreding

Art. 32. Onder voorbehoud van de goedkeuring ervan door de Regering van de Franse Gemeenschap treedt dit reglement in werking op 28 april 1994.

Aldus aangenomen op de vergadering d.d. 26 april 1994 van de Centrale Paritaire Commissie.

Voor eensluidend afschrift :

De secretaris,  
G. Bosendorf.

De voorzitter,  
J. Servotte.

[S.C. — 29121]

**27 JANVIER 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement d'ordre intérieur des Commissions paritaires de l'enseignement libre non confessionnel**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 92 du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidés de l'enseignement libre subventionné;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 18 février 1993 relatif aux Commissions paritaires dans l'enseignement libre non confessionnel;

Sur proposition du Ministre ayant le statut des membres du personnel de l'enseignement libre dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française en date du 23 janvier 1995,

Arrête :

**Article unique.** Le règlement d'ordre intérieur, ci-annexé, de chacune des Commissions paritaires de l'enseignement libre non confessionnel instituées par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 est approuvé.

Bruxelles, le 27 janvier 1995.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,  
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

**COMMISSIONS PARITAIRES DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE NON CONFESIONNEL**

**Règlement d'ordre intérieur**

En séance plénière du 1er décembre 1994, la Commission paritaire centrale et les Commissions paritaires de l'enseignement supérieur, de l'enseignement secondaire, de l'enseignement fondamental et de l'enseignement de promotion sociale de l'enseignement libre non confessionnel, réunies sous la présidence de Monsieur J.-L. Richard, Conciliateur social, et régulièrement composées pour pouvoir délibérer valablement, ont adopté à l'unanimité, les présents règlements d'ordre intérieur pour lesquels elles demandent que le Gouvernement de la Communauté française décide de les rendre obligatoires en exécution de l'article 97 du décret du 1er janvier 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidés de l'enseignement libre subventionné.

A l'unanimité de ses membres, lesdites Commissions demandent également au Gouvernement de la Communauté française de veiller à la publication des présents règlements d'ordre intérieur au Moniteur Belge dans les plus brefs délais à dater de son approbation par le Gouvernement.

Vu le décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidés de l'enseignement libre subventionné;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 portant règlement général des Commissions Paritaires dans l'enseignement libre.

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 relatif aux Commissions Paritaires dans l'enseignement libre non confessionnel,

Décide :

### COMMISSION PARITAIRE CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE NON CONFESIONNEL

Règlement d'ordre intérieur adopté en séance plénière du 1er décembre 1994

#### CHAPITRE Ier. — Institution, siège

Article 1er.

##### 1. Définitions

Par arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 (*Moniteur belge* du 16 mars 1993) est instituée la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre non confessionnel, ci-après dénommée « Commission paritaire centrale », compétente pour les établissements d'enseignement libre non confessionnel et ce, pour tous les niveaux d'enseignement (article 91, alinéa 1er, 2 du décret de la Communauté française du 1er février 1993 — *Moniteur belge* du 17 février 1993).

Conformément à l'article 3, § 5, du même décret de la Communauté française du 1er février 1993, on entend par « enseignement non confessionnel », un enseignement qui n'est pas basé sur une religion déterminée à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ou un enseignement qui opte pour ce choix.

Conformément à l'article 3, § 6, du même décret de la Communauté française du 1er février 1993, on entend par « établissements du même caractère », un ensemble d'établissements qui dispensent un enseignement non confessionnel, distingués à leur demande selon la philosophie dont ils se réclament ou regroupés dans le cas contraire.

##### 2. Compétence

La compétence de la Commission s'étend aux Pouvoirs Organisateurs ainsi qu'aux membres du personnel subsidés occupés par les établissements susvisés, à l'exclusion :

du personnel subsidé de la catégorie du personnel administratif;

du personnel subsidé et des Pouvoirs Organisateurs des établissements d'enseignement libres subventionnés de niveau supérieur de type long ou de niveau universitaire.

Art. 2. Le siège de la Commission est établi à Bruxelles, dans les locaux du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française, actuellement, Cité Administrative, rue Royale 204 (adresse postale: boulevard Pachéco 19, bte 0, à 1010 Bruxelles). Toutefois, en cas de nécessité, le président peut décider de tenir des réunions en dehors du siège de la Commission paritaire.

#### CHAPITRE II. — Mission

Art. 3. La Commission paritaire centrale a pour mission :

1<sup>o</sup> de délibérer sur les conditions générales de travail dans l'enseignement libre non confessionnel,

2<sup>o</sup> de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant du champ de compétence de la Commission paritaire centrale;

3<sup>o</sup> d'établir des règles complémentaires aux dispositions statutaires du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidés de l'enseignement libre subventionné,

4<sup>o</sup> de suivre l'évolution du droit social et d'y adapter les règles complémentaires.

#### CHAPITRE III. — Composition

Art. 4. La Commission paritaire centrale est composée de :

a) un président et un vice-président;

b) un secrétaire et un secrétaire-adjoint;

c) un référendaire;

d) 12 membres effectifs et 12 membres suppléants représentant les organisations d'employeurs et de travailleurs, dont 6 membres effectifs et 6 membres suppléants représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre non confessionnel et 6 membres effectifs et 6 membres suppléants représentant les organisations représentatives des membres du personnel de l'enseignement libre non confessionnel, affiliées à une organisation syndicale représentée au Conseil national du Travail.

Les président, vice-président, référendaire, secrétaire, secrétaire-adjoint et membres de la Commission ont été nommés pour la première fois par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 novembre 1993 publié au *Moniteur belge* du 17 décembre 1993.

Les membres sont nommés pour une durée de 5 années. Le mandat des membres prend fin :

a) en cas de démission;

b) lorsque l'organisation qui a présenté le membre concerné demande son remplacement;

c) en cas de décès.

Tout membre quittant une commission paritaire est remplacé dans les trois mois qui suivent. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Lorsqu'une organisation demande au Gouvernement de la Communauté française le remplacement d'un membre effectif ou suppléant, elle transmet copie de cette demande de modification au président de la Commission paritaire centrale.

Art. 5. Les membres de la Commission peuvent se faire assister par des conseillers techniques dont le nombre est fixé à 12.

Le nombre de conseillers techniques qui pourront être délégués par les organisations d'employeurs est fixé à 6.

Le nombre de conseillers techniques qui pourront être délégués par les organisations représentatives des travailleurs est fixé également à 6.

#### CHAPITRE IV. — Fonctionnement

##### a) Réunions

Art. 6. La commission se réunit à l'initiative du président ou à la demande d'une organisation qui y est représentée.

Toute demande émanant d'une organisation doit être inscrite à l'ordre du jour d'une réunion de la Commission paritaire centrale, dans les 30 jours suivant sa réception par le président.

Cette demande mentionne les points que l'organisation désire voir porter à l'ordre du jour et est accompagnée d'une note explicative et de toute la documentation nécessaire.

Art. 7. Le président fixe la date de la réunion et arrête l'ordre du jour.

Un point supplémentaire peut être ajouté à l'ordre du jour en séance, moyennant l'accord unanime des membres.

Art. 8. Les membres, tant effectifs que suppléants, sont convoqués à l'intervention du président.

La convocation indique la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion et est accompagnée de toute la documentation relative à l'ordre du jour et, s'il y a lieu, de la note explicative visée à l'article 6.

Elle est adressée aux membres effectifs et suppléants ainsi qu'au référendaire au moins 14 jours calendrier avant la date de la réunion.

Art. 9. Le membre effectif empêché pourvoit à sa suppléance.

Lorsqu'un membre suppléant remplace un membre effectif, il en avertit le président dès l'ouverture de la séance.

Lorsque des conseillers techniques assistent à la réunion, la commission est informée de leur présence au plus tard au début de la séance par un membre de la Commission paritaire.

Art. 10. La commission ne délibère valablement que si la moitié au moins des membres effectifs ou suppléants représentant les employeurs et la moitié au moins des membres effectifs ou suppléants représentant les travailleurs sont présents.

Les membres suppléants ne peuvent siéger valablement qu'en remplacement des membres effectifs empêchés.

Si la condition de quorum visée à l'alinéa précédent n'est pas remplie, une nouvelle réunion dont la date est fixée en séance sera convoquée et pourra valablement délibérer sur les points inscrits à l'ordre du jour de la réunion remise, quel que soit le nombre de membres présents représentant d'une part, les travailleurs et d'autre part, les employeurs.

Art. 11. Le président vérifie si les conditions fixées pour délibérer valablement sont réunies. Il dirige les débats et assure le bon fonctionnement de la commission. Les décisions sont prises à l'unanimité des voix des membres présents.

Le président veille à la transmission des décisions de la Commission paritaire centrale au membre du Gouvernement de la Communauté française compétent pour le statut des membres du personnel visés à l'article 1er du présent règlement d'ordre intérieur ainsi, s'il échut, qu'aux parties concernées. Il assure cette transmission dans les 8 jours suivant l'approbation définitive du texte de la décision.

Lorsque la Commission paritaire centrale prend une décision, elle précise si elle souhaite que le Gouvernement de la Communauté française lui donne ou non force obligatoire.

Le président informe les membres de la Commission paritaire centrale dans les plus brefs délais, au plus tard pendant la séance suivante, de la notification que lui adresse le Gouvernement de la Communauté française en application de l'article 97 (refus de la force obligatoire) du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiaires de l'enseignement libre subventionné.

Il informe également les membres de la notification que lui adresse le Gouvernement de la Communauté française lorsque celui-ci donne force obligatoire à une décision.

Art. 12. Le secrétaire et/ou le secrétaire-adjoint assiste(nt) aux réunions de la commission.

Art. 13. Les réunions de la commission ne sont pas publiques.

b) Procès-verbal des réunions

Art. 14. Le secrétaire établit le procès-verbal de chaque réunion.

Le procès-verbal mentionne :

la dénomination de l'organe paritaire;

le lieu et la date de la réunion, les heures d'ouverture et de clôture;

le nom des membres présents, excusés ou absents et de l'organisation qui a présenté ces membres;

le nom des membres suppléants représentant les membres effectifs empêchés;

les points portés à l'ordre du jour;

la constatation par le président que les conditions légales pour délibérer sont valablement réunies.

Le procès-verbal doit être le compte rendu fidèle et détaillé des débats et reprendre point par point les conclusions arrêtées ainsi que la documentation y afférente.

Art. 15. Le secrétaire transmet le procès-verbal au président dans un délai de 8 jours calendrier. Le président signe le procès-verbal de la réunion qu'il transmet dans un second délai de 8 jours calendrier au Gouvernement de la Communauté française.

Art. 16. Le procès-verbal est adressé aux membres effectifs et suppléants dans les 14 jours calendrier qui suivent la réunion. A défaut de demande de rectification adressée par écrit au président dans les 8 jours de la réception du procès-verbal, celui-ci est censé être approuvé par la commission.

Le président soumet la demande de rectification à l'accord des membres qui ont assisté à la réunion.

Dans tous les cas, l'approbation définitive du procès-verbal a lieu au début de la séance suivante de la commission.

Art. 17. Sauf si la commission en décide autrement, les procès-verbaux des réunions ne sont pas communiqués à des tiers.

c) Décisions, conventions et autres actes de la commission

Art. 18. Les avis, propositions, demandes, décisions et conventions ainsi que les autres actes de la commission sont approuvés au cours de la réunion pendant laquelle ils ont été formulés, pris ou conclus et font chacun l'objet de documents séparés et numérotés qui sont annexés au procès-verbal de la réunion.

Art. 19. Les décisions sont prises à l'unanimité des voix des membres présents; les conventions collectives de travail doivent être conclues par toutes les organisations qui sont représentées au sein de la Commission paritaire.

Art. 20. Les conventions conclues au sein de la commission peuvent être rendues obligatoires par le Gouvernement de la Communauté française, à la demande de la commission ou d'une organisation représentée au sein de celle-ci.

Conformément à l'article 11, le président de la commission tiendra les membres informés des décisions prises par le Gouvernement de la Communauté française à propos des demandes visées à l'alinéa précédent.

d) Autres attributions du président, du vice-président et du secrétaire

Art. 21. Le président représente la commission dans les rapports de celle-ci avec les tiers. Il signe la correspondance de la commission.

Il ne peut déléguer ces pouvoirs au secrétaire.

Art. 22. En cas d'absence du président, le vice-président le remplace et exerce dans ce cas les mêmes attributions que celles du président.

Article 23. Le secrétaire exerce sa mission sous l'autorité et la direction du président.

e) Constitution de groupes de travail

Art. 24. La commission peut constituer des groupes de travail et faire étudier les problèmes particuliers qu'elle détermine.

Les conclusions des études des groupes de travail sont soumises à la commission pour approbation.

#### CHAPITRE V. — Conciliation

Art. 25. La Commission paritaire centrale crée en son sein un bureau de conciliation dont la composition, la compétence matérielle et le mode de fonctionnement sont réglés par une décision de la Commission paritaire centrale et dont la mission consiste à prévenir ou concilier tous les litiges entre les employeurs et les travailleurs relevant de la compétence de cette même Commission paritaire centrale.

#### CHAPITRE VI. — Modification du présent règlement

Art. 26. Le présent règlement d'ordre intérieur peut être modifié par décision de la commission si les modifications projetées ne dérogent pas à la législation et ont été inscrites à l'ordre du jour. La modification est soumise à l'approbation du Gouvernement de la Communauté française.

#### CHAPITRE VII. — Dispositions finales

a) Correspondance et archives

Art. 27. Toute la correspondance relative à ce qui concerne la commission doit être adressée au président, au siège de la commission visé à l'article 2.

Art. 28. Les archives de la commission sont conservées au siège de cette dernière.

b) Dépôt du règlement d'ordre intérieur

Art. 29. Le présent règlement d'ordre intérieur approuvé par le Gouvernement de la Communauté française en application de l'article 92 du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiaires de l'enseignement libre subventionné est déposé au secrétariat de la commission.

c) Entrée en vigueur

Art. 30. Le présent règlement d'ordre intérieur produit ses effets le 1er décembre 1994.

Ainsi approuvé en séance de la Commission paritaire centrale le 1er décembre 1994

Pour copie certifiée conforme :

Le Secrétaire,  
G. Fosty.

Le Président,  
J.-L. Richard.

### COMMISSION PARITAIRE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE LIBRE NON CONFESIONNEL

Règlement d'ordre intérieur adopté en séance plénière du 1er décembre 1994

#### CHAPITRE Ier. — Institution, siège

Article 1er

1. Définitions

Par arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 (*Moniteur belge* du 16 mars 1993) est instituée la Commission paritaire de l'enseignement secondaire libre non confessionnel, dénommée ci-après « Commission paritaire de l'enseignement secondaire » compétente pour les établissements d'enseignement libre non confessionnel et ce pour le niveau d'enseignement secondaire (article 91, alinéa b, 2, du décret de la Communauté française du 1er février 1993 — *Moniteur belge* du 17 février 1993).

Conformément à l'article 3, § 5, du même décret de la Communauté française du 1er février 1993, on entend par « enseignement non confessionnel » un enseignement qui n'est pas basé sur une religion déterminée à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ou un enseignement qui opte pour ce choix.

Conformément à l'article 3, § 6, du même décret de la Communauté française du 1er février 1993, on entend par « établissement du même caractère », un ensemble d'établissements qui dispensent un enseignement non confessionnel, distingués à leur demande selon la philosophie dont ils se réclament ou regroupés dans le cas contraire.

2. Compétence

La compétence de la Commission s'étend aux Pouvoirs Organisateurs ainsi qu'aux membres du personnel subsidiaires occupés par les établissements susvisés, à l'exclusion du personnel subsidiaire de la catégorie du personnel administratif.

Art. 2. Le siège de la Commission est établi à Bruxelles, dans les locaux du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française, actuellement, Cité Administrative, rue Royale 204, (adresse postale : boulevard Pachéco 19, bte 0, à 1010 Bruxelles).

Toutefois, en cas de nécessité, le président peut décider de tenir des réunions en dehors du siège de la Commission paritaire.

CHAPITRE II. — *Mission*

Art. 3. La Commission paritaire de l'enseignement secondaire a pour mission :

- 1<sup>o</sup> de délibérer sur les conditions générales de travail dans l'enseignement libre non confessionnel;
- 2<sup>o</sup> de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant du champ de compétence de la Commission paritaire de l'enseignement secondaire;
- 3<sup>o</sup> d'établir des règles complémentaires aux dispositions statutaires du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiaires de l'enseignement libre subventionné;
- 4<sup>o</sup> de suivre l'évolution du droit social et d'y adapter les règles complémentaires.

CHAPITRE III. — *Composition*

Art. 4. La Commission paritaire de l'enseignement secondaire est composée de :

- a) un président et un vice-président;
- b) un secrétaire et un secrétaire adjoint;
- c) un référendaire;
- d) 12 membres effectifs et 12 membres suppléants représentant les organisations d'employeurs et de travailleurs, dont 6 membres effectifs et 6 membres suppléants représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre non confessionnel et 6 membres effectifs et 6 membres suppléants représentant les organisations représentatives des membres du personnel de l'enseignement libre non confessionnel, affiliées à une organisation syndicale représentée au Conseil national du Travail.

Les président, vice-président, référendaire, secrétaire, secrétaire-adjoint et membres de la Commission ont été nommés pour la première fois par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 novembre 1993 publié au *Moniteur belge* du 17 décembre 1993.

Les membres sont nommés pour une durée de 5 années.

Le mandat des membres prend fin :

- a) en cas de démission;
- b) lorsque l'organisation qui a présenté le membre concerné demande son remplacement;
- c) en cas de décès.

Tout membre quittant une Commission paritaire est remplacé dans les trois mois qui suivent. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Lorsqu'une organisation demande au Gouvernement de la Communauté française le remplacement d'un membre effectif ou suppléant, elle transmet copie de cette demande de modification au président de la Commission paritaire de l'enseignement secondaire.

Art. 5. Les membres de la Commission peuvent se faire assister par des conseillers techniques dont le nombre est fixé à 12.

Le nombre de conseillers techniques qui pourront être délégués par les organisations d'employeurs est fixé à 6.

Le nombre de conseillers techniques qui pourront être délégués par les organisations représentatives des travailleurs est fixé également à 6.

CHAPITRE IV. — *Fonctionnement*

## a) Réunions

Article 6. La Commission se réunit à l'initiative du président ou à la demande d'une organisation qui y est représentée.

Toute demande émanant d'une organisation doit être inscrite à l'ordre du jour d'une réunion de la Commission paritaire de l'enseignement secondaire dans les 30 jours suivant sa réception par le président.

Cette demande mentionne les points que l'organisation désire voir porter à l'ordre du jour et est accompagnée d'une note explicative et de toute documentation nécessaire.

Art. 7. Le président fixe la date de la réunion et arrête l'ordre du jour.

Un point supplémentaire peut être ajouté à l'ordre du jour en séance, moyennant l'accord unanime des membres.

Art. 8. Les membres, tant effectifs que suppléants, sont convoqués à l'intervention du président. La convocation indique la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion et est accompagnée de toute la documentation relative à l'ordre du jour et, s'il y a lieu, de la note explicative visée à l'article 6.

Elle est adressée aux membres effectifs et suppléants ainsi qu'au référendaire au moins 14 jours calendrier avant la date de la réunion.

Art. 9. Le membre effectif empêché pourvoit à sa suppléance.

Lorsqu'un membre suppléant remplace un membre effectif, il en avertit le président dès l'ouverture de la séance.

Lorsque des conseillers techniques assistent à la réunion, la Commission est informée de leur présence au plus tard au début de la séance par un membre de la Commission paritaire.

Art. 10. La Commission ne délibère valablement que si la moitié au moins des membres effectifs ou suppléants représentant les employeurs et la moitié des membres effectifs ou suppléants représentant les travailleurs sont présents.

Les membres suppléants ne peuvent siéger valablement qu'en remplacement des membres effectifs empêchés.

Si la condition de quorum visée à l'alinéa précédent n'est pas remplie, une nouvelle réunion dont la date est fixée en séance sera convoquée et pourra valablement délibérer sur les points inscrits à l'ordre du jour de la réunion remise, quel que soit le nombre de membres présents représentant d'une part, les travailleurs et d'autre part, les employeurs.

Art. 11. Le président vérifie si les conditions fixées pour délibérer valablement sont réunies.

Il dirige les débats et assure le bon fonctionnement de la Commission.

Les décisions sont prises à l'unanimité des voix des membres présents.

Le président veille à la transmission des décisions de la Commission paritaire de l'enseignement secondaire au membres du Gouvernement de la Communauté française compétent pour le statut des membres du personnel visés à l'article 1er du présent règlement d'ordre intérieur ainsi, s'il échet, qu'aux parties concernées. Il assure cette transmission dans les 8 jours suivant l'approbation définitive du texte de la décision.

Lorsque la Commission paritaire de l'Enseignement secondaire prend une décision, elle précise si elle souhaite que le Gouvernement de la Communauté française lui donne ou non force obligatoire.

Le président informe les membres de la Commission paritaire de l'enseignement secondaire dans les plus brefs délais, au plus tard pendant la séance suivante, de la notification que lui adresse le Gouvernement de la Communauté française en application de l'article 97 (refus de la force obligatoire) du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

Il informe également les membres de la notification que lui adresse le Gouvernement de la Communauté française lorsque celui-ci donne force obligatoire à une décision.

Art. 12. Le secrétaire et/ou le secrétaire-adjoint assiste(nt) aux réunions de la Commission.

Art. 13. Les réunions de la Commission ne sont pas publiques.

b) Procès-verbal des réunions

Art. 14. Le secrétaire établit le procès-verbal de chaque réunion.

Le procès-verbal mentionne :

la dénomination de l'organe paritaire;

le lieu et la date de la réunion, les heures d'ouverture et de clôture;

le nom des membres présents, excusés ou absents et de l'organisation qui a présenté ces membres;

le nom des membres suppléants représentant les membres effectifs empêchés;

les points portés à l'ordre du jour;

la constatation par le président que les conditions légales pour délibérer sont valablement réunies.

Le procès-verbal doit être le compte rendu fidèle et détaillé des débats et reprendre point par point les conclusions arrêtées ainsi que la documentation y afférente.

Art. 15. Le secrétaire transmet le procès-verbal au président dans un délai de 8 jours calendrier. Le président signe le procès-verbal de la réunion qu'il transmet dans un second délai de 8 jours calendrier au Gouvernement de la Communauté française.

Art. 16. Le procès-verbal est adressé aux membres effectifs et suppléants dans les 14 jours calendrier qui suivent la réunion. A défaut de demande de rectification adressée par écrit au président dans les 8 jours de la réception du procès-verbal, celui-ci est censé être approuvé par la Commission. Le président soumet la demande de rectification à l'accord des membres qui ont assisté à la réunion.

Dans tous les cas, l'approbation définitive du procès-verbal a lieu au début de la séance suivante de la Commission.

Art. 17. Sauf si la Commission en décide autrement, les procès-verbaux des réunions ne sont pas communiqués à des tiers.

c) Décision, conventions et autres actes de la commission

Art. 18. Les avis, propositions, demandes, décisions et conventions ainsi que les autres actes de la Commission sont approuvés au cours de la réunion pendant laquelle ils ont été formulés, pris ou conclus et font chacun l'objet de documents séparés et numérotés qui sont annexés au procès-verbal de la réunion.

Art. 19. Les décisions sont prises à l'unanimité des voix des membres présents; les conventions collectives de travail doivent être conclues par toutes les organisations qui sont représentées au sein de la Commission paritaire.

Art. 20. Les conventions conclues au sein de la Commission peuvent être rendues obligatoires par le Gouvernement de la Communauté française, à la demande de la Commission ou d'une organisation représentée au sein de celle-ci.

Conformément à l'article 11, le président de la Commission tiendra les membres informés des décisions prises par le Gouvernement de la Communauté française à propos des demandes visées à l'alinéa précédent.

d) Autres attributions du président, du vice-président et du secrétaire

Art. 21. Le président représente la Commission dans les rapports de celle-ci avec les tiers. Il signe la correspondance de la Commission.

Il ne peut déléguer ces pouvoirs au secrétaire.

Art. 22. En cas d'absence du président, le vice-président le remplace et exerce dans ce cas les mêmes attributions que celles du président.

Art. 23. Le secrétaire exerce sa mission sous l'autorité et la direction du président.

e) Constitution de groupes de travail

Art. 24. La Commission peut constituer des groupes de travail et faire étudier les problèmes particuliers qu'elle détermine.

Les conclusions des études des groupes de travail sont soumises à la Commission pour approbation.

#### CHAPITRE V. — Conciliation

Art. 25. La Commission paritaire de l'enseignement secondaire crée en son sein un bureau de conciliation dont la composition, la compétence matérielle et le mode de fonctionnement sont réglés par une décision de la Commission paritaire de l'enseignement secondaire et dont la mission consiste à prévenir ou concilier tous les litiges entre les employeurs et les travailleurs relevant de la compétence de cette même Commission paritaire.

#### CHAPITRE VI. — Modification du présent règlement

Art. 26. Le présent règlement d'ordre intérieur peut être modifié par décision de la Commission si les modifications projetées ne dérogent pas à la législation et ont été inscrites à l'ordre du jour. La modification est soumise à l'approbation du Gouvernement de la Communauté française.

#### CHAPITRE VII. — Dispositions finales

a) Correspondance et archives

Art. 27. Toute la correspondance relative à ce qui concerne la Commission doit être adressée au président, au siège de la Commission visé à l'article 2.

Art. 28. Les archives de la Commission sont conservées au siège de cette dernière.

b) Dépôt du règlement d'ordre intérieur

Art. 29. Le présent règlement d'ordre intérieur approuvé par le Gouvernement de la Communauté française en application de l'article 92 du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné est déposé au secrétariat de la Commission.

c) Entrée en vigueur

Art. 30. Le présent règlement d'ordre intérieur produit ses effets le 1er décembre 1994.

Ainsi approuvé en séance de la Commission paritaire de l'Enseignement secondaire le 1er décembre 1994.

Pour copie certifiée conforme :

La Secrétaire,  
M. Lamouline.

Le Président,  
J.-L. Richard.

## COMMISSION PARITAIRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR LIBRE NON CONFESSIONNEL

Règlement d'ordre intérieur adopté en séance plénière du 1er décembre 1994

### CHAPITRE Ier. — Institution, siège

Article 1er.

#### 1. Définitions

Par arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 (*Moniteur belge* du 16 mars 1993) est instituée la Commission paritaire de l'enseignement supérieur libre non confessionnel ci-après dénommée « Commission paritaire de l'enseignement supérieur », compétente pour les établissements d'enseignement supérieur libre non confessionnel (article 91, alinéa 1er, 2, du décret de la Communauté française du 1er février 1993 — *Moniteur belge* du 17 février 1993).

Conformément à l'article 3, § 5, du même décret de la Communauté française du 1er février 1993, on entend par « enseignement non confessionnel », un enseignement qui n'est pas basé sur une religion déterminée à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ou un enseignement qui opte pour ce choix.

Conformément à l'article 3, § 6, du même décret de la Communauté française du 1er février 1993, on entend par « établissements du même caractère », un ensemble d'établissements qui dispensent un enseignement non confessionnel, distingués à leur demande selon la philosophie dont ils se réclament ou regroupés dans le cas contraire.

#### 2. Compétence

La compétence de la Commission s'étend aux Pouvoirs Organisateurs ainsi qu'aux membres du personnel subsidiés occupés par les établissements susvisés et par les Académies de musique, à l'exclusion :

du personnel subsidié de la catégorie du personnel administratif;

du personnel subsidié et des Pouvoirs Organisateurs des établissements d'enseignement libres subventionnés de niveau supérieur de type long ou de niveau universitaire.

Art. 2. Le siège de la Commission est établi à Bruxelles, dans les locaux du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française, actuellement, Cité Administrative, rue Royale 204 (adresse postale: boulevard Pachéco 19, boîte 0, à 1010 Bruxelles).

Toutefois, en cas de nécessité, le président peut décider de tenir des réunions en dehors du siège de la Commission paritaire.

### CHAPITRE II. — Mission

Art. 3. La Commission paritaire de l'enseignement supérieur a pour mission :

1° de délibérer sur les conditions générales de travail dans l'enseignement supérieur libre non confessionnel;

2° de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant du champ de compétence de la Commission paritaire de l'enseignement supérieur;

3° d'établir des règles complémentaires aux dispositions statutaires du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné spécifiques à l'enseignement supérieur libre non confessionnel;

4° de suivre l'évolution du droit social et d'y adapter les règles complémentaires.

### CHAPITRE III. — Composition

Art. 4. La Commission paritaire de l'enseignement supérieur est composée de :

a) un président et un vice-président;

b) un secrétaire et un secrétaire-adjoint;

c) un référendaire;

d) 12 membres effectifs et 12 membres suppléants représentant les organisations d'employeurs et de travailleurs, dont 6 membres effectifs et 6 membres suppléants représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre non confessionnel et 6 membres effectifs et 6 membres suppléants représentant les organisations représentatives des membres du personnel de l'enseignement libre non confessionnel, affiliées à une organisation syndicale représentée au Conseil national du Travail.

Les président, vice-président, référendaire, secrétaire, secrétaire-adjoint et membres de la Commission ont été nommés pour la première fois par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 novembre 1993 publié au *Moniteur belge* du 17 décembre 1993.

Les membres sont nommés pour une durée de 5 années. Le mandat des membres prend fin :

a) en cas de démission;

b) lorsque l'organisation qui a présenté le membre concerné demande son remplacement;

c) en cas de décès.

Tout membre quittant une commission paritaire est remplacé dans les trois mois qui suivent. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Lorsqu'une organisation demande au Gouvernement de la Communauté française le remplacement d'un membre effectif ou suppléant, elle transmet copie de cette demande de modification au président de la Commission paritaire de l'enseignement supérieur.

Art. 5. Les membres de la Commission peuvent se faire assister par des conseillers techniques dont le nombre est fixé à 12.

Le nombre de conseillers techniques qui pourront être délégués par les organisations d'employeurs est fixé à 6.

Le nombre de conseillers techniques qui pourront être délégués par les organisations représentatives des travailleurs est fixé également à 6.

#### CHAPITRE IV. — Fonctionnement

##### a) Réunions

Art. 6. La commission se réunit à l'initiative du président ou à la demande d'une organisation qui y est représentée.

Toute demande émanant d'une organisation doit être inscrite à l'ordre du jour d'une réunion de la Commission paritaire de l'enseignement supérieur, dans les 30 jours suivant sa réception par le président.

Cette demande mentionne les points que l'organisation désire voir porter à l'ordre du jour et est accompagnée d'une note explicative et de toute la documentation nécessaire.

Art. 7. Le président fixe la date de la réunion et arrête l'ordre du jour.

Un point supplémentaire peut être ajouté à l'ordre du jour en séance, moyennant l'accord unanime des membres.

Art. 8. Les membres, tant effectifs que suppléants, sont convoqués à l'intervention du président.

La convocation indique la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion et est accompagnée de toute la documentation relative à l'ordre du jour et, s'il y a lieu, de la note explicative visée à l'article 6.

Elle est adressée aux membres effectifs et suppléants ainsi qu'au référendaire au moins 14 jours calendrier avant la date de la réunion.

Art. 9. Le membre effectif empêché pourvoit à sa suppléance.

Lorsqu'un membre suppléant remplace un membre effectif, il en avertit le président dès l'ouverture de la séance.

Lorsque des conseillers techniques assistent à la réunion, la commission est informée de leur présence au plus tard au début de la séance par un membre de la Commission paritaire.

Art. 10. La commission ne délibère valablement que si la moitié au moins des membres effectifs ou suppléants représentant les employeurs et la moitié au moins des membres effectifs ou suppléants représentant les travailleurs sont présents.

Les membres suppléants ne peuvent siéger valablement qu'en remplacement des membres effectifs empêchés.

Si la condition de quorum visée à l'alinéa précédent n'est pas remplie, une nouvelle réunion, dont la date est fixée en séance, sera convoquée et pourra valablement délibérer sur les points inscrits à l'ordre du jour de la réunion remise, quel que soit le nombre de membres présents représentant d'une part, les travailleurs et d'autre part, les employeurs.

Art. 11. Le président vérifie si les conditions fixées pour délibérer valablement sont réunies.

Il dirige les débats et assure le bon fonctionnement de la commission.

Les décisions sont prises à l'unanimité des voix des membres présents.

Le Président veille à la transmission des décisions de la Commission paritaire de l'enseignement supérieur au membre du Gouvernement de la Communauté française compétent pour le statut des membres du personnel visés à l'article 1er du présent règlement d'ordre intérieur ainsi s'il échet, qu'aux parties concernées. Il assure cette transmission dans les 8 jours suivant l'approbation définitive du texte de la décision.

Lorsque la Commission paritaire de l'enseignement supérieur prend une décision, elle précise si elle souhaite que le Gouvernement de la Communauté française lui donne ou non force obligatoire.

Le président informe les membres de la Commission paritaire de l'enseignement supérieur dans les plus brefs délais, au plus tard pendant la séance suivante, de la notification que lui adresse le ministre en application de l'article 97 (refus de la force obligatoire) du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

Il informe également les membres de la notification que lui adresse le ministre lorsque le Gouvernement de la Communauté française donne force obligatoire à une décision.

Art. 12. Le secrétaire et/ou le secrétaire-adjoint assiste(ent) aux réunions de la commission.

Art. 13. Les réunions de la commission ne sont pas publiques.

##### b) Procès-verbal des réunions

Art. 14. Le secrétaire et/ou le secrétaire-adjoint établi(ssen)t le procès-verbal de chaque réunion.

Le procès-verbal mentionne :

la dénomination de l'organe paritaire;

le lieu et la date de la réunion, les heures d'ouverture et de clôture;

le nom des membres présents, excusés ou absents et de l'organisation qui a présenté ces membres;

le nom des membres suppléants représentant les membres effectifs empêchés; — les points portés à l'ordre du jour;

la constatation par le président que les conditions légales pour délibérer sont valablement réunies.

Le procès-verbal doit être le compte rendu fidèle et détaillé des débats et reprendre point par point les conclusions arrêtées ainsi que la documentation y afférente.

Art. 15. Le secrétaire ou le secrétaire-adjoint transmet le procès-verbal au président dans un délai de 8 jours calendrier. Le président signe le procès-verbal de la réunion qu'il transmet dans un second délai de 8 jours calendrier au Gouvernement de la Communauté française.

Art. 16. Le procès-verbal est adressé aux membres effectifs et suppléants dans les 14 jours calendrier qui suivent la réunion. A défaut de demande de rectification adressée par écrit au président dans les 8 jours de la réception du procès-verbal, celui-ci est censé être approuvé par la commission.



Le président soumet la demande de rectification à l'accord des membres qui ont assisté à la réunion.

Dans tous les cas, l'approbation définitive du procès-verbal a lieu au début de la séance suivante de la commission.

Art. 17. Sauf si la commission en décide autrement, les procès-verbaux des réunions ne sont pas communiqués à des tiers.

c) Décisions, conventions et autres actes de la commission

Art. 18. Les avis, propositions, demandes, décisions et conventions ainsi que les autres actes de la commission sont approuvés au cours de la réunion pendant laquelle ils ont été formulés, pris ou conclus et font chacun l'objet de documents séparés et numérotés qui sont annexés au procès-verbal de la réunion.

Art. 19. Les décisions sont prises à l'unanimité des voix des membres présents; les conventions collectives de travail doivent être conclues par toutes les organisations qui sont représentées au sein de la Commission paritaire.

Art. 20. Les conventions conclues au sein de la commission peuvent être rendues obligatoires par le Gouvernement de la Communauté française, à la demande de la commission ou d'une organisation représentée au sein de celle-ci.

Conformément à l'article 11, le président de la commission tiendra les membres informés des décisions prises par le Gouvernement de la Communauté française à propos des demandes visées à l'alinéa précédent.

d) Autres attributions du président, du vice-président, du secrétaire et du secrétaire-adjoint.

Art. 21. Le président représente la commission dans les rapports de celle-ci avec les tiers. Il signe la correspondance de la commission.

Il ne peut déléguer ces pouvoirs au secrétaire ou au secrétaire-adjoint.

Art. 22. En cas d'absence du président, le vice-président le remplace et exerce dans ce cas les mêmes attributions que celles du président.

Art. 23. Le secrétaire et le secrétaire-adjoint exercent leur mission sous l'autorité et la direction du président.

e) Constitution de groupes de travail

Art. 24. La commission peut constituer des groupes de travail et faire étudier les problèmes particuliers qu'elle détermine. Les conclusions des études des groupes de travail sont soumises à la commission pour approbation.

#### CHAPITRE V. — Conciliation

Art. 25. La Commission paritaire de l'enseignement supérieur crée en son sein un bureau de conciliation dont la composition, la compétence matérielle et le mode de fonctionnement sont réglés par une décision de la Commission paritaire de l'enseignement supérieur et dont la mission consiste à prévenir ou concilier tous les litiges entre les employeurs et les travailleurs relevant de la compétence de cette même Commission paritaire de l'enseignement supérieur.

#### CHAPITRE VI. — Modification du présent règlement

Art. 26. Le présent règlement d'ordre intérieur peut être modifié par décision de la commission si les modifications projetées ne dérogent pas à la législation et ont été inscrites à l'ordre du jour.

La modification est soumise à l'approbation du Gouvernement de la Communauté française.

#### CHAPITRE VII. — Dispositions finales

a) Correspondance et archives

Art. 27. Toute la correspondance relative à ce qui concerne la commission doit être adressée au président, au siège de la commission visé à l'article 2.

Art. 28. Les archives de la commission sont conservées au siège de cette dernière.

b) Dépôt du règlement d'ordre intérieur

Art. 29. Le présent règlement d'ordre intérieur approuvé par le Gouvernement de la Communauté française en application de l'article 92 du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné est déposé au secrétariat de la commission.

c) Entrée en vigueur

Art. 30. Le présent règlement d'ordre intérieur produit ses effets le 1er décembre 1994.

Ainsi approuvé en séance de la Commission paritaire de l'enseignement supérieur libre non confessionnel le 1er décembre 1994.

Pour copie certifiée conforme :

La Secrétaire,  
A.-M. Ruelle.

Le Secrétaire adjoint,  
P. Gill.

Le Président,  
J.-L. Richard.

### COMMISSION PARITAIRE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL LIBRE NON CONFESIONNEL

Règlement d'ordre intérieur adopté en séance plénière du 1er décembre 1994

#### CHAPITRE 1er. — Institution, siège

Article 1er.

##### 1. Définitions

Par arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1993 (*Moniteur belge* du 16 mars 1993) est instituée la Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre non confessionnel, ci-après dénommée « Commission paritaire de l'enseignement fondamental », compétente pour les établissements d'enseignement libre non confessionnel et ce, pour le niveau d'enseignement préscolaire et primaire (article 91, alinéa 1er, 2 du décret de la Communauté française du 1er février 1993 — *Moniteur belge* du 17 février 1993).

Conformément à l'article 3, § 5, du même décret de la Communauté française du 1er février 1993, on entend par « enseignement non confessionnel », un enseignement qui n'est pas basé sur une religion déterminée à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ou un enseignement qui opte pour ce choix.

Conformément à l'article 3, § 6, du même décret de la Communauté française du 1er février 1993, on entend par « établissements du même caractère », un ensemble d'établissements qui dispensent un enseignement non confessionnel, distingués à leur demande selon la philosophie dont ils se réclament ou regroupés dans le cas contraire.

## 2. Compétence

La compétence de la Commission s'étend aux Pouvoirs Organisateur ainsi qu'aux membres du personnel subsidiés occupés par les établissements susvisés, à l'exclusion :

- du personnel subsidié de la catégorie du personnel administratif;
- du personnel subsidié et des Pouvoirs Organisateur des établissements d'enseignement libres subventionnés de niveau supérieur de type long ou de niveau universitaire.

Art. 2. Le siège de la Commission est établi à Bruxelles, dans les locaux du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française, actuellement, Cité Administrative, rue Royale 204 (adresse postale : boulevard Pachéco 19, bte 0, à 1010 Bruxelles).

Toutefois, en cas de nécessité, le président peut décider de tenir des réunions en dehors du siège de la Commission paritaire.

## CHAPITRE II. — Mission

Art. 3. La Commission paritaire de l'enseignement fondamental a pour mission :

- 1° de délibérer sur les conditions générales de travail dans l'enseignement libre non confessionnel;
- 2° de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant du champ de compétence de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental
- 3° d'établir des règles complémentaires aux dispositions statutaires du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné;
- 4° de suivre l'évolution du droit social et d'y adapter les règles complémentaires.

## CHAPITRE III. — Composition

Art. 4. La Commission paritaire de l'enseignement fondamental est composée de :

- a) un président et un vice-président;
- b) un secrétaire et un secrétaire-adjoint;
- c) un référendaire;
- d) 12 membres effectifs et 12 membres suppléants représentant les organisations d'employeurs et de travailleurs, dont 6 membres effectifs et 6 membres suppléants représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre non confessionnel et 6 membres effectifs et 6 membres suppléants représentant les organisations représentatives des membres du personnel de l'enseignement libre non Confessionnel, affiliées à une organisation syndicale représentée au Conseil national du Travail.

Les président, vice-président, référendaire, secrétaire, secrétaire-adjoint et membres de la Commission ont été nommés pour la première fois par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 novembre 1993 publié au *Moniteur belge* du 17 décembre 1993.

Les membres sont nommés pour une durée de 5 années. Le mandat des membres prend fin :

- a) en cas de démission;
- b) lorsque l'organisation qui a présenté le membre concerné demande son remplacement;
- c) en cas de décès.

Tout membre quittant une commission paritaire est remplacé dans les trois mois qui suivent. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Lorsqu'une organisation demande au Gouvernement de la Communauté française le remplacement d'un membre effectif ou suppléant, elle transmet copie de cette demande de modification au président de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental.

Art. 5. Les membres de la Commission peuvent se faire assister par des conseillers techniques dont le nombre est fixé à 12.

Le nombre de conseillers techniques qui pourront être délégués par les organisations d'employeurs est fixé à 6.

Le nombre de conseillers techniques qui pourront être délégués par les organisations représentatives des travailleurs est fixé également à 6.

## CHAPITRE IV. — Fonctionnement

### a) Réunions

Art. 6. La commission se réunit à l'initiative du président ou à la demande d'une organisation qui y est représentée.

Toute demande émanant d'une organisation doit être inscrite à l'ordre du jour d'une réunion de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental, dans les 30 jours suivant sa réception par le président.

Cette demande mentionne les points que l'organisation désire voir porter à l'ordre du jour et est accompagnée d'une note explicative et de toute la documentation nécessaire.

Art. 7. Le président fixe la date de la réunion et arrête l'ordre du jour.

Un point supplémentaire peut être ajouté à l'ordre du jour en séance, moyennant l'accord unanime des membres.

Art. 8. Les membres, tant effectifs que suppléants, sont convoqués à l'intervention du président.

La convocation indique la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion et est accompagnée de toute la documentation relative à l'ordre du jour et, s'il y a lieu, de la note explicative visée à l'article 6.

Elle est adressée aux membres effectifs et suppléants ainsi qu'au référendaire au moins 14 jours calendrier avant la date de la réunion.

Art. 9. Le membre effectif empêché pourvoit à sa suppléance.

Lorsqu'un membre suppléant remplace un membre effectif, il en avertit le président dès l'ouverture de la séance.

Lorsque des conseillers techniques assistent à la réunion, la commission est informée de leur présence au plus tard au début de la séance par un membre de la Commission paritaire.

Art. 10. La commission ne délibère valablement que si la moitié au moins des membres effectifs ou suppléants représentant les employeurs et la moitié au moins des membres effectifs ou suppléants représentant les travailleurs sont présents.

Les membres suppléants ne peuvent siéger valablement qu'en remplacement des membres effectifs empêchés.

Si la condition de quorum visée à l'alinéa précédent n'est pas remplie, une nouvelle réunion dont la date est fixée en séance sera convoquée et pourra valablement délibérer sur les points inscrits à l'ordre du jour de la réunion remise, quel que soit le nombre de membres présents représentant d'une part, les travailleurs et d'autre part, les employeurs.

Art. 11. Le président vérifie si les conditions fixées pour délibérer valablement sont réunies.

Il dirige les débats et assure le bon fonctionnement de la commission.

Les décisions sont prises à l'unanimité des voix des membres présents.

Le président veille à la transmission des décisions de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental au membre du Gouvernement de la Communauté française compétent pour le statut des membres du personnel visés à l'article 1er du présent règlement d'ordre intérieur ainsi, s'il échet, qu'aux parties concernées. Il assure cette transmission dans les 8 jours suivant l'approbation définitive du texte de la décision.

Lorsque la Commission paritaire de l'enseignement fondamental prend une décision, elle précise si elle souhaite que le Gouvernement de la Communauté française lui donne ou non force obligatoire.

Le président informe les membres de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental dans les plus brefs délais, au plus tard pendant la séance suivante, de la notification que lui adresse le Gouvernement de la Communauté française en application de l'article 97 (refus de la force obligatoire) du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

Il informe également les membres de la notification que lui adresse le Gouvernement de la Communauté française lorsque celui-ci donne force obligatoire à une décision.

Art. 12. Le secrétaire et/ou le secrétaire-adjoint assiste(nt) aux réunions de la commission.

Art. 13. Les réunions de la commission ne sont pas publiques.

b) Procès-verbal des réunions

Article 14. Le secrétaire établit le procès-verbal de chaque réunion.

Le procès-verbal mentionne :

la dénomination de l'organe paritaire;

le lieu et la date de la réunion, les heures d'ouverture et de clôture;

le nom des membres présents, excusés ou absents et de l'organisation qui a présenté ces membres;

le nom des membres suppléants représentant les membres effectifs empêchés;

les points portés à l'ordre du jour;

la constatation par le président que les conditions légales pour délibérer sont valablement réunies.

Le procès-verbal doit être le compte rendu fidèle et détaillé des débats et reprendre point par point les conclusions arrêtées ainsi que la documentation y afférente.

Art. 15. Le secrétaire transmet le procès-verbal au président dans un délai de 8 jours calendrier. Le président signe le procès-verbal de la réunion qu'il transmet dans un second délai de 8 jours calendrier au Gouvernement de la Communauté française.

Art. 16. Le procès-verbal est adressé aux membres effectifs et suppléants dans les 14 jours calendrier qui suivent la réunion. A défaut de demande de rectification adressée par écrit au président dans les 8 jours de la réception du procès-verbal, celui-ci est censé être approuvé par la commission. Le président sournet la demande de rectification à l'accord des membres qui ont assisté à la réunion. Dans tous les cas, l'approbation définitive du procès-verbal a lieu au début de la séance suivante de la commission.

Art. 17. Sauf si la commission en décide autrement, les procès-verbaux des réunions ne sont pas communiqués à des tiers.

c) Décisions, conventions et autres actes de la commission

Art. 18. Les avis, propositions, demandes, décisions et conventions ainsi que les autres actes de la commission sont approuvés au cours de la réunion pendant laquelle ils ont été formulés, pris ou conclus et font chacun l'objet de documents séparés et numérotés qui sont annexés au procès-verbal de la réunion.

Art. 19. Les décisions sont prises à l'unanimité des voix des membres présents; les conventions collectives de travail doivent être conclues par toutes les organisations qui sont représentées au sein de la Commission paritaire.

Art. 20. Les conventions conclues au sein de la commission peuvent être rendues obligatoires par le Gouvernement de la Communauté française, à la demande de la commission ou d'une organisation représentée au sein de celle-ci.

Conformément à l'article 11, le président de la commission tiendra les membres informés des décisions prises par le Gouvernement de la Communauté française à propos des demandes visées à l'alinéa précédent.

d) Autres attributions du président, du vice-président et du secrétaire

Art. 21. Le président représente la commission dans les rapports de celle-ci avec les tiers. Il signe la correspondance de la commission.

Il ne peut déléguer ces pouvoirs au secrétaire.

Art. 22. En cas d'absence du président, le vice-président le remplace et exerce dans ce cas les mêmes attributions que celles du président.

Art. 23. Le secrétaire exerce sa mission sous l'autorité et la direction du président.

e) Constitution de groupes de travail

Art. 24. La commission peut constituer des groupes de travail et faire étudier les problèmes particuliers qu'elle détermine.

Les conclusions des études des groupes de travail sont soumises à la commission pour approbation.

CHAPITRE V. — *Conciliation*

Art. 25. La Commission paritaire de l'enseignement fondamental crée en son sein un bureau de conciliation dont la composition, la compétence matérielle et le mode de fonctionnement sont réglés par une décision de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental et dont la mission consiste à prévenir ou concilier tous les litiges entre les employeurs et les travailleurs relevant de la compétence de cette même Commission paritaire de l'enseignement fondamental.

CHAPITRE VI. — *Modification du présent règlement*

Art. 26. Le présent règlement d'ordre intérieur peut être modifié par décision de la commission si les modifications projetées ne dérogent pas à la législation et ont été inscrites à l'ordre du jour.

La modification est soumise à l'approbation du Gouvernement de la Communauté française.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

## a) Correspondance et archives

Art. 27. Toute la correspondance relative à ce qui concerne la commission doit être adressée au président, au siège de la commission visé à l'article 2.

Art. 28. Les archives de la commission sont conservées au siège de cette dernière.

## b) Dépôt du règlement d'ordre intérieur

Art. 29. Le présent règlement d'ordre intérieur approuvé par le Gouvernement de la Communauté française en application de l'article 92 du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné est déposé au secrétariat de la commission.

## c) Entrée en vigueur

Art. 30. Le présent règlement d'ordre intérieur produit ses effets le 1er décembre 1994.

Ainsi approuvé en séance de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental le 1er décembre 1994.

Pour copie certifiée conforme :

Le Secrétaire,  
Y. Vandenbossche.

Le Président,  
J.-L. Richard.

COMMISSION PARITAIRE DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE NON CONFESIONNEL  
DE PROMOTION SOCIALE

Règlement d'ordre intérieur adopté en séance plénière du 1er décembre 1994

CHAPITRE Ier. — *Institution, siège*

## Article 1er.

## 1. Définitions

Par arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 février 1993 (Moniteur Belge du 16 mars 1993) est instituée la Commission paritaire de l'enseignement libre non confessionnel de Promotion sociale, ci-après dénommée « Commission paritaire de l'Enseignement de Promotion sociale », compétente pour les établissements d'enseignement libre non confessionnel et ce, pour tous les niveaux d'enseignement de Promotion sociale (article 91, alinéa 1er, 2 du décret de la Communauté française du 1er février 1993 — *Moniteur belge* du 17 février 1993).

Conformément à l'article 31, § 5, du même décret de la Communauté française du 1er février 1993, on entend par « enseignement non confessionnel », un enseignement qui n'est pas basé sur une religion déterminée à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ou un enseignement qui opte pour ce choix.

Conformément à l'article 3, § 6, du même décret de la Communauté française du 1er février 1993, on entend par « établissements du même caractère », un ensemble d'établissements qui dispensent un enseignement non confessionnel, distingués à leur demande selon la philosophie dont ils se réclament ou regroupés dans le cas contraire.

## 2. Compétence

La compétence de la Commission s'étend aux Pouvoirs Organisateurs ainsi qu'aux membres du personnel subsidiés occupés par les établissements susvisés, à l'exclusion :

- du personnel subsidié de la catégorie du personnel administratif;
- du personnel subsidié et des Pouvoirs Organisateurs des établissements d'enseignement libres subventionnés de niveau supérieur de type long ou de niveau universitaire.

Art. 2. Le siège de la Commission est établi à Bruxelles, dans les locaux du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française, actuellement, Administration de la Promotion Sociale, rue de la Science 43, à 1040 Bruxelles.

Toutefois, en cas de nécessité, le président peut décider de tenir des réunions en dehors du siège de la Commission paritaire.

CHAPITRE II. — *Mission*

Art. 3. La Commission paritaire de l'Enseignement de Promotion sociale a pour mission :

1° de délibérer sur les conditions générales de travail spécifiques à l'enseignement libre non confessionnel de Promotion sociale;

2° de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant du champ de compétence de la Commission paritaire de l'enseignement de promotion sociale;

3° d'établir des règles complémentaires aux dispositions statutaires du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné de promotion sociale.

CHAPITRE III. — *Composition*

Art. 4. La Commission paritaire de l'Enseignement de Promotion sociale est composée de :

a) un président et un vice-président;

b) un secrétaire et un secrétaire-adjoint;

c) un référendaire;

d) 12 membres effectifs et 12 membres suppléants représentant les organisations d'employeurs et de travailleurs, dont 6 membres effectifs et 6 membres suppléants représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre non confessionnel et 6 membres effectifs et 6 membres suppléants représentant les organisations représentatives des membres du personnel de l'enseignement libre non confessionnel affiliées à une organisation syndicale représentée au Conseil national du Travail.

Les président, vice-président, référendaire, secrétaire, secrétaire-adjoint et membres de la Commission ont été nommés pour la première fois par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 novembre 1993 publié au *Moniteur belge* du 17 décembre 1993.

Les membres sont nommés pour une durée de 5 années.

Le mandat des membres prend fin :

a) en cas de démission;

b) lorsque l'organisation qui a présenté le membre concerné demande son remplacement;

c) en cas de décès.

Tout membre quittant une commission paritaire est remplacé dans les trois mois qui suivent. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Lorsqu'une organisation demande au Gouvernement de la Communauté française le remplacement d'un membre effectif ou suppléant, elle transmet copie de cette demande de modification au président de la Commission paritaire de l'Enseignement de Promotion sociale.

Art. 5. Les membres de la Commission peuvent se faire assister par des conseillers techniques dont le nombre est fixé à 12.

Le nombre de conseillers techniques qui pourront être délégués par les organisations d'employeurs est fixé à 6.

Le nombre de conseillers techniques qui pourront être délégués par les organisations représentatives des travailleurs est fixé également à 6.

CHAPITRE IV. — *Fonctionnement*

a) Réunions

Art. 6. La Commission se réunit à l'initiative du président ou à la demande d'une organisation qui y est représentée.

Toute demande émanant d'une organisation doit être inscrite à l'ordre du jour d'une réunion de la Commission paritaire de l'Enseignement de Promotion sociale, dans les 30 jours suivant sa réception par le président.

Cette demande mentionne les points que l'organisation désire voir porter à l'ordre du jour et est accompagnée d'une note explicative et de toute la documentation nécessaire.

Art. 7. Le président fixe la date de la réunion et arrête l'ordre du jour.

Un point supplémentaire peut être ajouté à l'ordre du jour en séance moyennant l'accord unanime des membres.

Art. 8. Les membres, tant effectifs que suppléants sont convoqués à l'intervention du président. La convocation indique la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion et est accompagnée de toute la documentation relative à l'ordre du jour et s'il y a lieu, de la note explicative visée à l'article 6.

Elle est adressée aux membres effectifs et suppléants ainsi qu'au référendaire au moins de 14 jours calendrier avant la date de la réunion.

Art. 9. Le membre effectif empêché pourvoit à sa suppléance.

Lorsqu'un membre suppléant remplace un membre effectif, il en avertit le président dès l'ouverture de la séance.

Lorsque des conseillers techniques assistent à la réunion, la commission est informée de leur présence au plus tard au début de la séance par un membre de la Commission paritaire.

Art. 10. La commission ne délibère valablement que si la moitié au moins des membres effectifs ou suppléants représentant les employeurs et la moitié au moins des membres effectifs ou suppléants représentant les travailleurs sont présents. Les membres suppléants ne peuvent siéger valablement qu'en remplacement des membres effectifs empêchés.

Si la condition de quorum visée à l'alinéa précédent n'est pas remplie, une nouvelle réunion dont la date est fixée en séance sera convoquée et pourra valablement délibérer sur les points inscrits à l'ordre du jour de la réunion remise, quel que soit le nombre de membres présents représentant d'une part, les travailleurs et, d'autre part, les employeurs.

Art. 11. Le président vérifie si les conditions fixées pour délibérer valablement sont réunies.

Il dirige les débats et assure le bon fonctionnement de la commission.

Les décisions sont prises à l'unanimité des voix des membres présents.

Le président veille à la transmission des décisions de la Commission paritaire de l'Enseignement de Promotion sociale au membre du Gouvernement de la Communauté française compétent pour le statut des membres du personnel visés à l'article 1er du présent règlement d'ordre intérieur ainsi, s'il échet, qu'aux parties concernées. Il assure cette transmission dans les 8 jours suivant l'approbation définitive du texte de la décision.

Lorsque la Commission paritaire de promotion sociale prend une décision, elle précise si elle souhaite que le Gouvernement de la Communauté française lui donne ou non force obligatoire.

Le président informe les membres de la Commission paritaire de l'Enseignement de Promotion sociale dans les plus brefs délais, au plus tard pendant la séance suivante de la notification que lui adresse le Gouvernement de la Communauté française en application de l'article 97 (refus de la force obligatoire) du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

Il informe également les membres de la notification que lui adresse le Gouvernement de la Communauté française lorsque celui-ci donne force obligatoire à une décision.

Art. 12. Le secrétaire et/ou le secrétaire-adjoint assiste(nt) aux réunions de la commission.

Art. 13. Les réunions de la commission ne sont pas publiques.

*b) Procès-verbal des réunions*

Art. 14. Le secrétaire établit le procès-verbal de chaque réunion.

Le procès-verbal mentionne :

la dénomination de l'organe paritaire;

le lieu et la date de la réunion, les heures d'ouverture et de clôture;

le nom des membres présents excusés ou absents et de l'organisation qui a présenté ces membres;

le nom des membres suppléants représentant les membres effectifs empêchés;

les points portés à l'ordre du jour;

la constatation par le président que les conditions légales pour délibérer sont valablement réunies.

Le procès-verbal doit être le compte rendu fidèle et détaillé des débats et reprendre point par point les conclusions arrêtées ainsi que la documentation y afférente.

Art. 15. Le secrétaire transmet le procès-verbal au président dans un délai de 8 jours calendrier. Le président signe le procès-verbal de la réunion qu'il transmet dans un second délai de 8 jours calendrier au Gouvernement de la Communauté française.

Art. 16. Le procès-verbal est adressé aux membres effectifs et suppléants dans les 14 jours calendrier qui suivent la réunion. A défaut de demande de rectification adressée par écrit au président dans les 8 jours de la réception du procès-verbal, celui-ci est censé être approuvé par la commission. Le président soumet la demande de rectification à l'accord des membres qui ont assisté à la réunion. Dans tous les cas, l'approbation définitive du procès-verbal a lieu au début de la séance suivante de la commission.

Art. 17. Sauf si la commission en décide autrement, les procès-verbaux des réunions ne sont pas communiqués à des tiers.

*c) Décisions, conventions et autres actes de la commission*

Art. 18. Les avis, propositions, demandes, décisions et conventions ainsi que les autres actes de la commission sont approuvés au cours de la réunion pendant laquelle ils ont été formulés, pris ou conclus et font chacun l'objet de documents séparés et numérotés qui sont annexés au procès-verbal de la réunion.

Art. 19. Les décisions sont prises à l'unanimité des voix des membres présents; les conventions collectives de travail doivent être conclues par toutes les organisations qui sont représentées au sein de la Commission paritaire.

Art. 20. Les conventions conclues au sein de la commission peuvent être rendues obligatoires par le Gouvernement de la Communauté française à la demande de la commission ou d'une organisation représentée au sein de celle-ci.

Conformément à l'article 11, le président de la commission tiendra les membres informés des décisions prises par le Gouvernement de la Communauté française, à propos des demandes visées à l'alinéa précédent.

*d) Autres attributions du président, du vice-président et du secrétaire.*

Art. 21. Le président représente la commission dans les rapports de celle-ci avec les tiers. Il signe la correspondance de la commission.

Il ne peut déléguer ces pouvoirs au secrétaire.

Art. 22. En cas d'absence du président, le vice-président le remplace et exerce dans ce cas les mêmes attributions que celles du président.

Art. 23. Le secrétaire exerce sa mission sous l'autorité et la direction du président.

*e) Constitution de groupes de travail.*

Art. 24. La commission peut constituer des groupes de travail et faire étudier les problèmes particuliers qu'elle détermine. Les conclusions des études des groupes de travail sont soumises à la commission pour approbation.

#### CHAPITRE V. — Conciliation

Art. 25. La Commission paritaire de l'Enseignement de Promotion sociale crée en son sein un bureau de conciliation dont la composition, la compétence matérielle et le mode de fonctionnement sont réglés par une décision de la Commission paritaire de l'Enseignement de Promotion sociale et dont la mission consiste à prévenir ou concilier tous les litiges entre les employeurs et les travailleurs relevant de la compétence de cette même Commission paritaire de l'Enseignement de Promotion sociale.

#### CHAPITRE VI. — Modification du présent règlement

Art. 26. Le présent règlement d'ordre intérieur peut être modifié par décision de la commission si les modifications projetées ne dérogent pas à la législation et ont été inscrites à l'ordre du jour. La modification est soumise à l'approbation du Gouvernement de la Communauté française.

#### CHAPITRE VII. — Dispositions finales

*a) Correspondance et archives*

Art. 27. Toute la correspondance relative à ce qui concerne la commission doit être adressée au président, au siège de la commission visé à l'article 2.

Art. 28. Les archives de la commission sont conservées au siège de cette dernière.

*b) Dépôt du règlement d'ordre intérieur*

Art. 29. Le présent règlement d'ordre intérieur approuvé par le Gouvernement de la Communauté française en application de l'article 92 du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné est déposé au secrétariat de la commission.

c) Entrée en vigueur

Art. 30. Le présent règlement d'ordre intérieur produit ses effets le 1er décembre 1994.

Ainsi approuvé en séance de la Commission paritaire de l'Enseignement de Promotion sociale le 1er décembre 1994.

Pour copie certifiée conforme :

Le Secrétaire adjoint,  
J. Dinaer.

Le Président,  
J.-L. Richard.

VERTALING

[S-C — 29121]

**27 JANUARI 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Paritaire Commissies van het vrij niet-confessioneel onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 92 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 18 februari 1993 betreffende de paritaire commissies in het vrij confessioneel onderwijs;

Op de voordracht van de Minister, bevoegd voor het statuut van de personeelsleden van het vrij onderwijs; Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 23 januari 1995,

Besluit :

**Enig artikel.** Bijgaand huishoudelijk reglement van elk van de paritaire commissies van het vrij niet-confessioneel onderwijs, ingesteld bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 1 februari 1993, wordt goedgekeurd.

Brussel, 27 januari 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs,  
Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,  
M. LEBRUN

**PARITAIRE COMMISSIES VOOR HET NIET-CONFESSIONEEL VRIJ ONDERWIJS**

**Huishoudelijk reglement**

In plenaire vergadering d.d. 1 december 1994 hebben de Centrale Paritaire Commissie en de Paritaire Commissies voor niet-confessioneel vrij hoger onderwijs, secundair onderwijs, basisonderwijs en niet-confessioneel vrij onderwijs voor sociale promotie, vergaderd onder het voorzitterschap van de heer J.-L. Richard, Sociaal Bemiddelaar, en regelmatig samengesteld om geldig te kunnen beraadslagen, met algemene stemmen deze huishoudelijke reglementen aangenomen waarvoor zij vragen dat de Regering van de Franse Gemeenschap beslist ze bindend te verklaren ter uitvoering van artikel 97 van het decreet d.d. 1 januari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs.

Eenstemmig vragen de leden van bedoelde commissies eveneens de Regering van de Franse Gemeenschap om voor de bekendmaking van deze huishoudelijke reglementen in het *Belgisch Staatsblad* te zorgen in de kortste termijn te rekenen van de goedkeuring ervan door de Regering.

Gelet op het decreet d.d. 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het vrij gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1993 houdende algemeen reglement van de Paritaire Commissies in het vrij onderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1993 betreffende de paritaire commissies in het vrij niet-confessioneel onderwijs,

Besluit:

**CENTRALE PARITAIRE COMMISSIE VAN HET VRIJ NIET-CONFESSIONEEL ONDERWIJS**

Huishoudelijk reglement aangenomen op de plenaire vergadering d.d. 1 december 1994

**HOOFDSTUK I. — Instelling, zetel**

**Artikel 1.**

**1. Omschrijvingen**

Bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1993 (*Belgisch Staatsblad* d.d. 16 maart 1993) werd de Centrale Paritaire Commissie van het vrij niet-confessioneel onderwijs ingesteld, hierna genoemd « Centrale Paritaire Commissie », die bevoegd is voor de inrichtingen voor vrij niet-confessioneel onderwijs op alle onderwijsniveaus (artikel 91, lid 1, 2, van het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 1 februari 1993 — *Belgisch Staatsblad* van 17 februari 1993).

Overeenkomstig artikel 3, § 5, van hetzelfde decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 1 februari 1993 verstaat men onder « niet-confessioneel onderwijs » een onderwijs dat niet gebaseerd is op een godsdienst bepaald in artikel 8 van de wet d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, of een onderwijs dat deze status kiest.

Overeenkomstig artikel 3, § 6, van hetzelfde decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 1 februari 1993 verstaat men onder « inrichting met hetzelfde karakter » een aantal inrichtingen die niet-confessioneel onderwijs geven, met het door hen aangevraagde onderscheid volgens de levensbeschouwing die ze huldigen of, zoniet, gegroepeerd.

## 2. Bevoegdheid

De bevoegdheid van de Commissie strekt zich uit tot de Inrichtende Machten en de gesubsidieerde personeelsleden die door bovengenoemde onderwijsinrichtingen worden tewerkgesteld, met uitsluiting van het gesubsidieerd personeel van de categorie administratief personeel:

van het gesubsidieerd personeel en van de Inrichtende Machten van de gesubsidieerde vrije onderwijsinrichtingen van hoger niveau van het lange type of van universitair niveau.

Art. 2. De zetel van de Commissie wordt te Brussel gevestigd, in de lokalen van het « Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française » (Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming), Administratief Centrum, Koningsstraat 204 (postadres: Pachecolaan 19, bus 0, 1010 Brussel).

Bij noodgeval kan de voorzitter beslissen, de vergaderingen buiten de zetel van de Paritaire Commissie te houden.

## HOOFDSTUK II. — Optricht

Art. 3. De opdrachten van de Paritaire Commissie zijn:

- a) over de specifieke arbeidsvoorwaarden in het vrij niet-confessioneel onderwijs beraadslagen;
- b) elk geschil voorkomen of bijleggen dat zou kunnen rijzen of zou gerezen zijn tussen de inrichtende machten en de personeelsleden die ressorteren onder de Centrale Paritaire Commissie;
- c) regels opmaken ter aanvulling van de statutaire bepalingen van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs;
- d) de evolutie van het sociaal recht volgen en de aanvullende regels eraan aanpassen.

## HOOFDSTUK III. — Samenstelling

Art. 4. De Paritaire Commissie bestaat uit:

- a) een voorzitter en een ondervoorzitter;
- b) een secretaris en een adjunct-secretaris;
- c) een referendaris;
- d) 12 werkende leden en 12 plaatsvervangers die de werkgevers- en de werknemersorganisaties vertegenwoordigen, waaronder 6 werkende leden en 6 plaatsvervangers die de inrichtende machten in het vrij niet-confessioneel onderwijs vertegenwoordigen en 6 werkende leden en 6 plaatsvervangers die de representatieve organisaties vertegenwoordigen van personeelsleden van het vrij niet-confessioneel onderwijs, aangesloten bij een vakbond die in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigd is.

De voorzitter, ondervoorzitter, referendaris, secretaris, adjunct-secretaris en commissieleden werden voor de eerste keer bij een besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 3 november 1993, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* d.d. 17 december 1993, benoemd.

De leden worden voor vijf jaar benoemd.

Het mandaat van de leden neemt een einde:

- a) bij ontslag;
- b) wanneer de organisatie die het lid voorgedragen heeft, zijn vervanging vraagt;
- c) bij overlijden.

Elk lid dat een paritaire commissie verlaat, wordt binnen de eerstvolgende drie maanden vervangen.

De plaatsvervanger beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

Wanneer een organisatie de bevoegde Minister de vervanging van een werkend lid of een plaatsvervanger vraagt, zendt ze een afschrift van deze vraag tot wijziging over aan de Voorzitter van de Centrale Paritaire Commissie.

Art. 5. De commissieleden kunnen worden bijgestaan door technische adviseurs, wier aantal op 12 wordt vastgesteld.

Het aantal technische adviseurs die door de werkgeversorganisaties mogen worden afgevaardigd wordt op 6 vastgesteld.

Het aantal technische adviseurs die door de vakbonden mogen worden afgevaardigd, wordt eveneens vastgesteld op 6.

## HOOFDSTUK IV. — Werking

### a) Vergaderingen

Art. 6. De Commissie vergadert op initiatief van de voorzitter of op vraag van een organisatie die er vertegenwoordigd is.

Elke vraag die van een organisatie uitgaat moet op de agenda van een vergadering van de Centrale Paritaire Commissie worden ingeschreven binnen de dertig dagen na de ontvangst ervan door de voorzitter.

Deze vraag vermeldt de punten die de organisatie op de agenda wenst te brengen en gaat gepaard met een verklarende nota en al de nodige documenten.

Art. 7. De voorzitter bepaalt de datum van de vergadering en maakt de agenda op.

Een bijkomend punt mag tijdens de vergadering op de agenda worden gebracht voor zover de leden er unaniem akkoord mee gaan.

Art. 8. Zowel de werkende leden als de plaatsvervangers worden door toedoen van de voorzitter geroepen.

De oproepingsbrief vermeldt de datum, de plaats en de agenda van de vergadering en gaat gepaard met de verklarende nota, bedoeld in artikel 6, en de documenten betreffende de agenda.

Hij wordt aan de werkende leden en de plaatsvervangers, alsmede aan de referendaris, ten minste 14 kalenderdagen vóór de datum van de vergadering gericht.

Art. 9. Het werkend lid dat belet is, voorziet in zijn vervanging.

Wanneer een plaatsvervanger een werkend lid vervangt, verwittigt hij de voorzitter zodra de vergadering geopend wordt.

Wanneer technische adviseurs de vergadering bijwonen, wordt de commissie uiterlijk bij het begin van de vergadering door een lid van de paritaire commissie op de hoogte van hun aanwezigheid gebracht.



Art. 10. De Commissie beraadslaagt geldig wanneer ten minste de helft van de werkende leden of plaatsvervangers die de werkgevers vertegenwoordigen, en ten minste de helft van de werkende leden of plaatsvervangers die de werknemers vertegenwoordigen, aanwezig zijn.

De plaatsvervangers hebben geldig zitting ter vervanging van verhinderde werkende leden.

Indien de in vorig lid bedoelde voorwaarde niet vervuld is, zal een nieuwe vergadering belegd worden en dan geldig beraadslagen, wat het aantal ook moge zijn van de aanwezige leden die enerzijds de werkgevers en anderzijds de werknemers vertegenwoordigen, over de punten die op de agenda van de vorige vergadering stonden.

Art. 11. De voorzitter gaat na of de voor een geldige beraadslaging vastgestelde voorwaarden vervuld zijn.

Hij leidt de besprekingen en zorgt voor de goede werking van de Commissie.

De beslissingen worden bij algemene stemmen van de aanwezige leden genomen.

De voorzitter zorgt voor het verzenden van de beslissingen van de paritaire commissie aan het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor het statuut van de in artikel 1 van dit huishoudelijk reglement bedoelde personeelsleden, en eventueel aan de betrokken partijen. Hij zorgt voor deze verzending binnen de acht dagen die op de definitieve goedkeuring van de tekst van de beslissing volgen.

Wanneer de Paritaire Commissie een beslissing neemt, precificeert ze of ze wenst dat de Regering van de Franse Gemeenschap er al dan niet bindende kracht aan geeft.

De voorzitter deelt onverwijld, uiterlijk tijdens de eerstvolgende vergadering, de leden van de Paritaire Commissie de kennisgeving mee die de Regering aan hem richt ter uitvoering van artikel 97 (weigeren van de bindende kracht) van het decreet d.d. 1 februari 1993, houdende vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, of wanneer de Regering bindende kracht geeft aan een beslissing.

Art. 12. De secretaris of de adjunct-secretaris woont de vergaderingen van de Commissie bij.

Art. 13. De vergaderingen van de Commissie zijn niet openbaar.

b) Notulen van de vergaderingen

Art. 14. De secretaris stelt de notulen van elke vergadering op.

De notulen vermelden:

de benaming van het paritair lichaam;

de plaats en de datum van de vergadering, het openings- en sluitingsuur;

de namen van de aanwezige, verontschuldigde of afwezige leden en de organisatie die deze leden heeft voorgedragen;

de namen van de plaatsvervangers die de verhinderde leden vertegenwoordigen;

de punten op de agenda;

de vaststelling door de voorzitter dat de voorwaarden tot een geldige beraadslaging vervuld zijn.

De notulen moeten de debatten trouw en omstandig weergeven en de aangenomen besluiten puntsgewijs opnemen, alsook de documentatie die erop betrekking heeft.

Art. 15. De secretaris zendt binnen een termijn van 8 kalenderdagen de notulen over aan de voorzitter.

De voorzitter ondertekent de notulen van de vergadering, die hij binnen een tweede termijn van 8 kalenderdagen aan de Regering van de Franse Gemeenschap verzendt.

Art. 16. De notulen worden naar de werkende leden en de plaatsvervangers binnen de 14 kalenderdagen na de vergadering gestuurd.

Bij gebrek aan een vraag om rechtzetting, gericht aan de voorzitter binnen 8 dagen te rekenen van de datum van ontvangst van de notulen, worden deze geacht door de Commissie te zijn goedgekeurd.

De voorzitter legt de vraag om rechtzetting aan de leden die de vergadering hebben bijgewoond, ter goedkeuring voor. In elk geval gebeurt de goedkeuring van de notulen bij het begin van de eerstkomende vergadering van de Commissie.

Art. 17. Behoudens indien de Commissie hierover anders beslist, worden de notulen niet aan derden meegedeeld.

c) Beslissingen, overeenkomsten en andere handelingen van de Commissie

Art. 18. De adviezen, voorstellen, vragen, beslissingen en overeenkomsten alsmede de andere handelingen van de Commissie worden goedgekeurd op de vergadering tijdens welke ze geformuleerd, genomen of gesloten werden en maken ieder het voorwerp uit van afzonderlijke genummerde documenten die bij de notulen van de vergadering worden gevoegd.

Art. 19. De beslissingen worden door de aanwezige leden eenparig genomen; de collectieve arbeidsovereenkomsten moeten door alle in de Paritaire Commissie vertegenwoordigde organisaties gesloten worden.

Overeenkomstig artikel 11 van dit huishoudelijk reglement zorgt de voorzitter voor het verzenden van adviezen, voorstellen en beslissingen aan de bevoegde Minister van de Franse Gemeenschap binnen acht dagen na de definitieve goedkeuring van de handeling.

Art. 20. De in de Commissie gesloten overeenkomsten kunnen bindend verklaard worden door de Regering van de Franse Gemeenschap, op verzoek van de Commissie of van een in de Commissie vertegenwoordigde organisatie.

Overeenkomstig artikel 11 geeft de Voorzitter aan de leden kennis van de beslissingen van de Regering omtrent de in vorig lid bedoelde aanvragen.

d) Andere bevoegdheden van de voorzitter, de ondervoorzitter en de secretaris

Art. 21. De voorzitter vertegenwoordigt de Commissie in haar betrekkingen met derden.

Hij ondertekent de brieven van de Commissie.

Hij mag deze bevoegdheid niet aan de Secretaris afvaardigen.

Art. 22. Bij afwezigheid van de voorzitter vervangt de ondervoorzitter hem en oefent hij in dat geval dezelfde bevoegdheid als de voorzitter uit.

Art. 23. De secretaris vervult zijn opdracht onder het gezag en de leiding van de voorzitter.

e) Samenstelling van werkgroepen

Art. 24. De Commissie mag werkgroepen samenstellen ten einde de bijzondere problemen die ze bepaalt, te onderzoeken.

De besluiten van de werkgroepen worden aan de Commissie ter goedkeuring voorgelegd

HOOFDSTUK V. — *Bemiddeling*

Art. 25. De Paritaire Commissie richt onder haar leden een bemiddelingsdienst op waarvan de samenstelling, de materiële bevoegdheid en de werkwijze door een beslissing van de Paritaire Commissie worden geregeld en die alle geschillen tussen de onder die Commissie ressorterende werkgevers en werknemers moet voorkomen of bijleggen.

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het huishoudelijk reglement*

Art. 26. Dit huishoudelijk reglement mag bij beslissing van de Commissie gewijzigd worden indien de geplande wijzigingen niet van de wetgeving afwijken en op de agenda ingeschreven werden.

De wijziging wordt de Regering van de Franse Gemeenschap ter goedkeuring voorgelegd.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

## a) Briefwisseling en archief

Art. 27. Elke briefwisseling over al wat de Commissie betreft, moet aan de voorzitter, ten zetel van de Commissie, beëtdeld in artikel 2, gericht worden.

Art. 28. Het archief van de Commissie wordt ten zetel van de Commissie bewaard.

## b) Indiening van het huishoudelijk reglement

Art. 29. Dit huishoudelijk reglement, overeenkomstig de bepalingen van artikel 92 van het decreet d.d. 1 februari 1993 goedgekeurd door de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt bij het secretariaat van de Commissie ingediend.

## c) Inwerkingtreding

Art. 30. Dit reglement heeft uitwerking op 1 december 1994.

Aldus aangenomen op de vergadering d.d. 1 december 1994 van de Centrale Paritaire Commissie.

Voor eensluidend afschrift:

De Secretaris,  
G. Fosty.

De Voorzitter,  
J.-L. Richard.

## PARITAIRE COMMISSIE VAN HET VRIJ NIET CONFESSIONEEL SECUNDAIR ONDERWIJS

Huishoudelijk reglement aangenomen op de plenaire vergadering d.d. 1 december 1994

HOOFDSTUK I. — *Instelling, zetel*

## Artikel 1.

## 1. Omschrijvingen

Bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1993 (*Belgisch Staatsblad* d.d. 16 maart 1993) werd de Paritaire Commissie van het vrij niet-confessioneel secundair onderwijs ingesteld, hierna genoemd « Paritaire Commissie van het secundair onderwijs », die bevoegd is voor de inrichtingen voor vrij niet-confessioneel onderwijs op het secundair onderwijsniveau (artikel 91, lid 1, 2, van het Decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 1 februari 1993 — *Belgisch Staatsblad* van 17 februari 1993).

Overeenkomstig artikel 3, § 5, van hetzelfde decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 1 februari 1993 verstaat men onder « niet-confessioneel onderwijs » een onderwijs dat niet gebaseerd is op een godsdienst bepaald in artikel 8 van de wet d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving of een onderwijs dat deze status kiest.

Overeenkomstig artikel 3, § 6, van hetzelfde decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 1 februari 1993 verstaat men onder « inrichting met hetzelfde karakter » een aantal inrichtingen die niet-confessioneel onderwijs geven, met het door hen aangevraagde onderscheid volgens de levensbeschouwing die ze huldigen of, zoniet, gegroepeerd.

## 2. Bevoegdheid

De bevoegdheid van de Commissie strekt zich uit tot de Inrichtende Machten en de gesubsidieerde personeelsleden die door bovengenoemde onderwijsinrichtingen worden tewerkgesteld, met uitsluiting van het gesubsidieerd personeel van de categorie administratief personeel.

Art. 2. De zetel van de Commissie wordt te Brussel gevestigd, in de lokalen van het « Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française » (Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming), Administratief Centrum, Koningsstraat 204 (postadres: Pachecolaan 19, bus 0, 1010 Brussel).

Bij noodgeval kan de voorzitter beslissen, de vergaderingen buiten de zetel van de Paritaire Commissie te houden.

HOOFDSTUK II. — *Opracht*

Art. 3. De opdrachten van de Paritaire Commissie van het secundair onderwijs zijn :

- a) over de specifieke arbeidsvoorwaarden in het vrij niet-confessioneel onderwijs beraadslagen;
- b) elk geschil voorkomen of bijleggen dat zou kunnen rijzen of zou gerezen zijn tussen de inrichtende machten en de personeelsleden die ressorteren onder de Paritaire Commissie van het secundair onderwijs;
- c) regels opmaken ter aanvulling van de statutaire bepalingen van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs;
- d) de evolutie van het sociaal recht volgen en de aanvullende regels eraan aanpassen.

HOOFDSTUK III. — *Samenstelling*

Art. 4. De Paritaire Commissie bestaat uit:

- a) een voorzitter en een ondervoorzitter;
- b) een secretaris en een adjunct-secretaris;
- c) een referendaris;

d) 12 werkende leden en 12 plaatsvervangers die de werkgevers- en de werknemersorganisaties vertegenwoordigen, waaronder 6 werkende leden en 6 plaatsvervangers die de inrichtende machten in het vrij niet-confessioneel onderwijs vertegenwoordigen en 6 werkende leden en 6 plaatsvervangers die de representatieve organisaties vertegenwoordigen van personeelsleden van het vrij niet-confessioneel onderwijs, aangesloten bij een vakbond die in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigd is.

De voorzitter, ondervoorzitter, referendaris, secretaris, adjunct-secretaris en commissieleden werden voor de eerste keer bij een besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 3 november 1993, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* d.d. 17 december 1993, benoemd.

De leden worden voor vijf jaar benoemd.

Het mandaat van de leden neemt een einde :

a) bij ontslag;

b) wanneer de organisatie die het lid voorgedragen heeft, zijn vervanging vraagt;

c) bij overlijden.

Elk lid dat een paritaire commissie verlaat, wordt binnen de eerstvolgende drie maanden vervangen.

De plaatsvervanger beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

Wanneer een organisatie de bevoegde Minister de vervanging van een werkend lid of een plaatsvervanger vraagt, zendt ze een afschrift van deze vraag tot wijziging over aan de Voorzitter van de Paritaire Commissie van het secundair onderwijs.

Art. 5. De commissieleden kunnen worden bijgestaan door technische adviseurs, wier aantal op 12 wordt vastgesteld.

Het aantal technische adviseurs die door de werkgeversorganisaties mogen worden afgevaardigd wordt op 6 vastgesteld.

Het aantal technische adviseurs die door de vakbonden mogen worden afgevaardigd, wordt eveneens vastgesteld op 6.

#### HOOFDSTUK IV. — *Werking*

##### a) Vergaderingen

Art. 6. De Commissie vergadert op initiatief van de voorzitter of op vraag van een organisatie die er vertegenwoordigd is.

Elke vraag die van een organisatie uitgaat moet op de agenda van een vergadering van de Paritaire Commissie van het secundair onderwijs worden ingeschreven binnen de dertig dagen na de ontvangst ervan door de voorzitter.

Deze vraag vermeldt de punten die de organisatie op de agenda wenst te brengen en gaat gepaard met een verklarende nota en al de nodige documenten.

Art. 7. De voorzitter bepaalt de datum van de vergadering en maakt de agenda op.

Een bijkomend punt mag tijdens de vergadering op de agenda worden gebracht voor zover de leden er unaniem akkoord mee gaan.

Art. 8. Zowel de werkende leden als de plaatsvervangers worden door toedoen van de voorzitter geroepen.

De oproepingsbrief vermeldt de datum, de plaats en de agenda van de vergadering en gaat gepaard met de verklarende nota, bedoeld in artikel 6, en de documenten betreffende de agenda.

Hij wordt aan de werkende leden als plaatsvervangers, alsmede aan de referendaris, ten minste 14 kalenderdagen voor de datum van de vergadering gericht.

Art. 9. Het werkend lid dat belet is, voorziet in zijn vervanging.

Wanneer een plaatsvervanger een werkend lid vervangt, verwittigt hij de voorzitter zodra de vergadering geopend wordt.

Wanneer technische adviseurs de vergadering bijwonen, wordt de commissie uiterlijk bij het begin van de vergadering door een lid van de paritaire commissie op de hoogte van hun aanwezigheid gebracht.

Art. 10. De Commissie beraadslaagt geldig wanneer ten minste de helft van de werkende leden of plaatsvervangers die de werkgevers vertegenwoordigen, en ten minste de helft van de werkende leden of plaatsvervangers die de werknemers vertegenwoordigen, aanwezig zijn.

De plaatsvervangers hebben geldig zitting ter vervanging van verhinderde werkende leden.

Indien de in vorig lid bedoelde voorwaarde niet vervuld is, zal een nieuwe vergadering belegd worden en dan geldig beraadslagen, wat het aantal ook moge zijn van de aanwezige leden die enerzijds de werkgevers en anderzijds de werknemers vertegenwoordigen, over de punten die op de agenda van de vorige vergadering stonden.

Art. 11. De voorzitter ziet na of de voor een geldige beraadslaging vastgestelde voorwaarden vervuld zijn.

Hij leidt de besprekingen en zorgt voor de goede werking van de Commissie.

De beslissingen worden bij algemene stemmen van de aanwezige leden genomen.

De voorzitter zorgt voor het overzenden van de beslissingen van de paritaire commissie van het secundair onderwijs aan het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor het statuut van de in artikel 1 van dit huishoudelijk reglement bedoelde personeelsleden, en eventueel aan de betrokken partijen. Hij zorgt voor deze verzending binnen de acht dagen die op de definitieve goedkeuring van de tekst van de beslissing volgen.

Wanneer de Paritaire Commissie van het secundair onderwijs een beslissing neemt, preciseert ze of ze wenst dat de Regering van de Franse Gemeenschap er al dan niet bindende kracht aan geeft.

De voorzitter deelt onverwijld, uiterlijk tijdens de eerstvolgende vergadering, de leden van de Paritaire Commissie de kennisgeving mee die de Regering aan hem richt ter uitvoering van artikel 97 (weigering van de bindende kracht) van het decreet d.d. 1 februari 1993, houdende vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, of wanneer de Regering bindende kracht geeft aan een beslissing.

Art. 12. De secretaris of de adjunct-secretaris woont de vergaderingen van de Commissie bij.

Art. 13. De vergaderingen van de Commissie zijn niet openbaar.

*b) Notulen van de vergaderingen*

Art. 14. De secretaris stelt de notulen van elke vergadering op.

De notulen vermelden :

- de benaming van het paritair lichaam;
- de plaats en de datum van de vergadering, het openings- en sluitingsuur;
- de namen van de aanwezige, verontschuldigde of afwezige leden en de organisatie die deze leden heeft voorgedragen;
- de namen van de plaatsvervangers die de verhinderde leden vertegenwoordigen;
- de punten op de agenda;
- de vaststelling door de voorzitter dat de voorwaarden voor een geldige beraadslaging vervuld zijn.

De notulen moeten de debatten trouw en omstandig weergeven en de aangenomen besluiten puntsgewijs opnemen, alsook de documentatie die erop betrekking heeft.

Art. 15. De secretaris zendt binnen een termijn van 8 kalenderdagen de notulen over aan de voorzitter.

De voorzitter ondertekent de notulen van de vergadering, die hij binnen een tweede termijn van 8 kalenderdagen aan de Regering van de Franse Gemeenschap overzendt.

Art. 16. De notulen worden naar de werkende leden en de plaatsvervangers binnen de 14 kalenderdagen na de vergadering gestuurd.

Bij gebrek aan een vraag om rechtzetting, gericht aan de voorzitter binnen 8 dagen te rekenen van de datum van ontvangst van de notulen, worden deze geacht door de Commissie te zijn goedgekeurd.

De voorzitter legt de vraag om rechtzetting aan de leden, die de vergadering hebben bijgewoond, ter goedkeuring voor. In elk geval gebeurt de goedkeuring van de notulen bij het begin van de eerstkomende vergadering van de Commissie.

Art. 17. Behoudens indien de Commissie hierover anders beslist, worden de notulen niet aan derden meegegeeld.

*c) Beslissingen, overeenkomsten en andere handelingen van de Commissie*

Art. 18. De adviezen, voorstellen, vragen, beslissingen en overeenkomsten alsmede de andere handelingen van de Commissie worden goedgekeurd op de vergadering tijdens welke ze geformuleerd, genomen of gesloten werden en maken ieder het voorwerp uit van afzonderlijke genummerde documenten die bij de notulen van de vergadering worden gevoegd.

Art. 19. De beslissingen worden door de aanwezige leden eenparig genomen; de collectieve arbeidsovereenkomsten moeten door alle in de Paritaire Commissie vertegenwoordigde organisaties gesloten worden.

Art. 20. De in de Commissie gesloten overeenkomsten kunnen bindend verklaard worden door de Regering van de Franse Gemeenschap, op verzoek van de Commissie of van een in de Commissie vertegenwoordigde organisatie.

Overeenkomstig artikel 11 geeft de Voorzitter aan de leden uiterlijk tijdens de eerstvolgende vergadering kennis van de beslissingen van de Regering omtrent de in vorig lid bedoelde aanvragen.

*d) Andere bevoegdheden van de voorzitter, de ondervoorzitter en de secretaris*

Art. 21. De voorzitter vertegenwoordigt de Commissie in haar betrekkingen met derden.

Hij ondertekent de brieven van de Commissie.

Hij mag deze bevoegdheid niet aan de secretaris afvaardigen.

Art. 22. Bij afwezigheid van de voorzitter vervangt de ondervoorzitter hem en oefent hij in dat geval dezelfde bevoegdheid als de voorzitter uit.

Art. 23. De secretaris vervult zijn opdracht onder het gezag en de leiding van de voorzitter.

*e) Samenstelling van werkgroepen*

Art. 24. De Commissie mag werkgroepen samenstellen ten einde de bijzondere problemen die ze bepaalt, te onderzoeken.

De besluiten van de werkgroepen worden aan de Commissie ter goedkeuring voorgelegd.

**HOOFDSTUK V. — Bemiddeling**

Art. 25. De Paritaire Commissie van het Secundair Onderwijs richt onder haar leden een bemiddelingsdienst op waarvan de samenstelling, de materiele bevoegdheid en de werkwijze door een beslissing van de Paritaire Commissie worden geregeld en die alle geschillen tussen de onder die Commissie ressorterende werkgevers en werknemers moet voorkomen of bijleggen.

**HOOFDSTUK VI. — Wijziging van het huishoudelijk reglement**

Art. 26. Dit huishoudelijk reglement mag bij beslissing van de Commissie gewijzigd worden indien de geplande wijzigingen niet van de wetgeving afwijken en op de agenda ingeschreven werden.

De wijziging wordt de Regering van de Franse Gemeenschap ter goedkeuring voorgelegd.

**HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen***a) Briefwisseling en archief*

Art. 27. Elke briefwisseling over al wat de Commissie betreft, moet aan de voorzitter, ten zetel van de Commissie, bedoeld in artikel 2, gericht worden.

Art. 28. Het archief van de Commissie wordt ten zetel van de Commissie bewaard.

*b) Indiening van het huishoudelijk reglement*

Art. 29. Dit huishoudelijk reglement, overeenkomstig de bepalingen van artikel 92 van het decreet d.d. 1 februari 1993 goedgekeurd door de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt bij het secretariaat van de Commissie ingediend.

*c) Inwerkingtreding*

Art. 30. Dit reglement heeft uitwerking op 1 december 1994.

Aldus aangenomen op de vergadering d.d. 1 december 1994 van de Centrale Paritaire Commissie.

Voor eensluidend afschrift :

De Secretaris,  
M. J. ...

De Voorzitter,  
F. F. ...

## PARITAIRE COMMISSIE VAN HET VRIJ NIET-CONFESSIONEEL HOGER ONDERWIJS

Huishoudelijk reglement aangenomen op de plenaire vergadering d.d. 1 december 1994

HOOFDSTUK I. — *Instelling, zetel*

## Artikel 1.

## 1. Omschrijvingen

Bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1993 (*Belgisch Staatsblad* d.d. 16 maart 1993) werd de Paritaire Commissie van het vrij niet-confessioneel secundair onderwijs ingesteld, hierna genoemd « Paritaire Commissie van het hoger onderwijs », die bevoegd is voor de inrichtingen voor vrij niet-confessioneel onderwijs op het hoger onderwijsniveau (artikel 91, lid 1, 2, van het Decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 1 februari 1993 — *Belgisch Staatsblad* van 17 februari 1993).

Overeenkomstig artikel 3, § 5, van hetzelfde decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 1 februari 1993 verstaat men onder « niet-confessioneel onderwijs » een onderwijs dat niet gebaseerd is op een godsdienst bepaald in artikel 8 van de wet d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving of een onderwijs dat deze status kiest.

Overeenkomstig artikel 3, § 6, van hetzelfde decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 1 februari 1993 verstaat men onder « inrichting met hetzelfde karakter » een aantal inrichtingen die niet-confessioneel onderwijs geven, met het door hen aangevraagde onderscheid volgens de levensbeschouwing die ze huldigen of, zoniet, gegroepeerd.

## 2. Bevoegdheid

De bevoegdheid van de Commissie strekt zich uit tot de Inrichtende Machten en de gesubsidieerde personeelsleden die door bovengenoemde onderwijsinrichtingen worden tewerkgesteld, met uitsluiting :

van het gesubsidieerd personeel van de categorie administratief personeel;  
van het gesubsidieerd personeel en de Inrichtende Machten van de gesubsidieerde onderwijsinrichtingen van hoger niveau van het lange type of van universitair niveau.

Art. 2. De zetel van de Commissie wordt te Brussel gevestigd, in de lokalen van het « Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française » (Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming), Administratief Centrum, Koningsstraat 204 (postadres: Pachecolaan 19, bus 0, 1010 Brussel).

Bij noodgeval kan de voorzitter beslissen de vergaderingen buiten de zetel van de Paritaire Commissie te houden.

HOOFDSTUK II. — *Oprichting*

Art. 3. De opdrachten van de Paritaire Commissie van het hoger onderwijs zijn :

- a) over de specifieke arbeidsvoorwaarden in het vrij niet-confessioneel onderwijs beraadslagen;
- b) elk geschil voorkomen of bijleggen dat zou kunnen rijzen of zou gerezen zijn tussen de inrichtende machten en de personeelsleden die ressorteren onder de Paritaire Commissie van het hoger onderwijs;
- c) regels opmaken ter aanvulling van de statutaire bepalingen van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs;
- d) de evolutie van het sociaal recht volgen en de aanvullende regels eraan aanpassen.

HOOFDSTUK III. — *Samenstelling*

Art. 4. De Paritaire Commissie bestaat uit :

- a) een voorzitter en een ondervoorzitter;
- b) een secretaris en een adjunct-secretaris;
- c) een referendaris;
- d) 12 werkende leden en 12 plaatsvervangers die de werkgevers- en de werknemersorganisaties vertegenwoordigen, waaronder 6 werkende leden en 6 plaatsvervangers die de inrichtende machten in het vrij niet-confessioneel onderwijs vertegenwoordigen en 6 werkende leden en 6 plaatsvervangers die de representatieve organisaties vertegenwoordigen van personeelsleden van het vrij niet-confessioneel onderwijs, aangesloten bij een vakbond die in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigd is.

De voorzitter, ondervoorzitter, referendaris, secretaris, adjunct-secretaris en commissieleden werden voor de eerste keer bij een besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 3 november 1993, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* d.d. 17 december 1993, benoemd.

De leden worden voor vijf jaar benoemd.

Het mandaat van de leden neemt een einde :

- a) bij ontslag;
- b) wanneer de organisatie die het lid voorgedragen heeft, zijn vervanging vraagt;
- c) bij overlijden.

Elk lid dat een paritaire commissie verlaat, wordt binnen de eerstvolgende drie maanden vervangen.

De plaatsvervanger beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

Wanneer een organisatie de bevoegde Minister de vervanging van een werkend lid of een plaatsvervanger vraagt, zendt ze een afschrift van deze vraag tot wijziging over aan de Voorzitter van de Paritaire Commissie van het hoger onderwijs.

Art. 5. De commissieleden kunnen worden bijgestaan door technische adviseurs, wier aantal op 12 wordt vastgesteld.

Het aantal technische adviseurs die door de werkgeversorganisaties mogen worden afgevaardigd wordt op 6 vastgesteld.

Het aantal technische adviseurs die door de vakbonden mogen worden afgevaardigd, wordt eveneens vastgesteld op 6.

HOOFDSTUK IV. — *Werking*

## a) Vergaderingen

Art. 6. De Commissie vergadert op initiatief van de voorzitter of op vraag van een organisatie die er vertegenwoordigd is.

Elke vraag die van een organisatie uitgaat moet op de agenda van een vergadering van de Paritaire Commissie van het hoger onderwijs worden ingeschreven binnen de dertig dagen na de ontvangst ervan door de voorzitter.

Deze vraag vermeldt de punten die de organisatie op de agenda wenst te brengen en gaat gepaard met een verklarende nota en al de nodige documenten.

Art. 7. De voorzitter bepaalt de datum van de vergadering en maakt de agenda op.

Een bijkomend punt mag tijdens de vergadering op de agenda worden gebracht voor zover de leden er unaniem akkoord mee gaan.

Art. 8. Zowel de werkende leden als de plaatsvervangers worden door toedoen van de voorzitter geroepen.

De oproepingsbrief vermeldt de datum, de plaats en de agenda van de vergadering en gaat gepaard met de verklarende nota, bedoeld in artikel 6, en de documenten betreffende de agenda.

Hij wordt aan de werkende leden als plaatsvervangers, alsmede aan de referendaris, ten minste 14 kalenderdagen voor de datum van de vergadering gericht.

Art. 9. Het werkend lid dat belet is, voorziet in zijn vervanging.

Wanneer een plaatsvervanger een werkend lid vervangt, verwittigt hij de voorzitter zodra de vergadering geopend wordt.

Wanneer technische adviseurs de vergadering bijwonen, wordt de commissie uiterlijk bij het begin van de vergadering door een lid van de paritaire commissie op de hoogte van hun aanwezigheid gebracht.

Art. 10. De Commissie beraadslaagt geldig wanneer ten minste de helft van de werkende leden of plaatsvervangers die de werkgevers vertegenwoordigen, en ten minste de helft van de werkende leden of plaatsvervangers die de werknemers vertegenwoordigen, aanwezig zijn.

De plaatsvervangers hebben geldig zitting ter vervanging van verhinderde werkende leden.

Indien de in het vorig lid bedoelde voorwaarde niet vervuld is, zal een nieuwe vergadering belegd worden en dan geldig beraadslagen, wat het aantal ook moge zijn van de aanwezige leden die enerzijds de werkgevers en anderzijds de werknemers vertegenwoordigen, over de punten die op de agenda van de vorige vergadering stonden.

Art. 11. De voorzitter ziet na of de voor een geldige beraadslaging vastgestelde voorwaarden vervuld zijn.

Hij leidt de besprekingen en zorgt voor de goede werking van de Commissie.

De beslissingen worden bij algemene stemmen van de aanwezige leden genomen.

De voorzitter zorgt voor het verzenden van de beslissingen van de paritaire commissie van het hoger onderwijs aan het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor het statuut van de in artikel 1 van dit huishoudelijk reglement bedoelde personeelsleden, en eventueel aan de betrokken partijen. Hij zorgt voor deze verzending binnen de acht dagen die op de definitieve goedkeuring van de tekst van de beslissing volgen.

Wanneer de Paritaire Commissie van het hoger onderwijs een beslissing neemt, preciseert ze of ze wenst dat de Regering van de Franse Gemeenschap er al dan niet bindende kracht aan geeft.

De voorzitter deelt onverwijld, uiterlijk tijdens de eerstvolgende vergadering, de leden van de Paritaire Commissie de kennisgeving mee die de Regering aan hem richt ter uitvoering van artikel 97 (weigering van de bindende kracht) van het decreet d.d. 1 februari 1993, houdende vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, of wanneer de Regering bindende kracht geeft aan een beslissing.

Art. 12. De secretaris of de adjunct-secretaris woont de vergaderingen van de Commissie bij.

Art. 13. De vergaderingen van de Commissie zijn niet openbaar.

b) Notulen van de vergaderingen

Art. 14. De secretaris stelt de notulen van elke vergadering op.

De notulen vermelden :

de benaming van het paritair lichaam;

de plaats en de datum van de vergadering, het openings- en sluitingsuur;

de namen van de aanwezige, verontschuldigde of afwezige leden en de organisatie die deze leden heeft voorgedragen;

de namen van de plaatsvervangers die de verhinderde leden vertegenwoordigen;

de punten op de agenda,

de vaststelling door de voorzitter dat de voorwaarden voor een geldige beraadslaging vervuld zijn.

De notulen moeten de debatten trouw en omstandig weergeven en de aangenomen besluiten puntsgewijs opnemen, alsook de documentatie die erop betrekking heeft.

Art. 15. De secretaris zendt binnen een termijn van 8 kalenderdagen de notulen over aan de voorzitter.

De voorzitter ondertekent de notulen van de vergadering, die hij binnen een tweede termijn van 8 kalenderdagen aan de Regering van de Franse Gemeenschap verzendt.

Art. 16. De notulen worden naar de werkende leden en de plaatsvervangers binnen de 14 kalenderdagen na de vergadering gestuurd.

Bij gebrek aan een vraag om rechtzetting, gericht aan de voorzitter binnen 8 dagen te rekenen van de datum van ontvangst van de notulen, worden deze geacht door de Commissie te zijn goedgekeurd.

De voorzitter legt de vraag om rechtzetting aan de leden die de vergadering hebben bijgewoond, ter goedkeuring voor. In elk geval gebeurt de goedkeuring van de notulen bij het begin van de eerstkomende vergadering van de Commissie.

Art. 17. Behoudens indien de Commissie hierover anders beslist, worden de notulen niet aan derden meegegeeld.

c) Beslissingen, overeenkomsten en andere handelingen van de commissie

Art. 18. De adviezen, voorstellen, vragen, beslissingen en overeenkomsten alsmede de andere handelingen van de Commissie worden goedgekeurd op de vergadering tijdens welke ze geformuleerd, genomen of gesloten werden en maken ieder het voorwerp uit van afzonderlijke genummerde documenten die bij de notulen van de vergadering worden gevoegd.

Art. 19. De beslissingen worden door de aanwezige leden eenparig genomen; de collectieve arbeidsovereenkomsten moeten door alle in de Paritaire Commissie vertegenwoordigde organisaties gesloten worden.

Art. 20. De in de Commissie gesloten overeenkomsten kunnen bindend verklaard worden door de Regering van de Franse Gemeenschap, op verzoek van de Commissie of van een in de Commissie vertegenwoordigde organisatie.

Overeenkomstig artikel 11 geeft de Voorzitter aan de leden uiterlijk tijdens de eerstvolgende vergadering kennis van de beslissingen van de Regering omtrent de in vorig lid bedoelde aanvragen.

d) Andere bevoegdheden van de voorzitter, de ondervoorzitter en de secretaris

Art. 21. De voorzitter vertegenwoordigt de Commissie in haar betrekkingen met derden.

Hij ondertekent de brieven van de Commissie. Hij mag deze bevoegdheid niet aan de secretaris afvaardigen.

Art. 22. Bij afwezigheid van de voorzitter vervangt de ondervoorzitter hem en oefent hij in dat geval dezelfde bevoegdheid als de voorzitter uit.

Art. 23. De secretaris vervult zijn opdracht onder het gezag en de leiding van de voorzitter.

e) Samenstelling van werkgroepen

Art. 24. De Commissie mag werkgroepen samenstellen ten einde de bijzondere problemen die ze bepaalt, te onderzoeken.

De besluiten van de werkgroepen worden aan de Commissie ter goedkeuring voorgelegd.

#### HOOFDSTUK V. — Bemiddeling

Art. 25. De Paritaire Commissie van het hoger onderwijs richt onder haar leden een bemiddelingsdienst op waarvan de samenstelling, de materiële bevoegdheid en de werkwijze door een beslissing van de Paritaire Commissie worden geregeld en die alle geschillen tussen de onder die Commissie ressorterende werkgevers en werknemers moet voorkomen of bijleggen.

#### HOOFDSTUK VI. — Wijziging van het huishoudelijk reglement

Art. 26. Dit huishoudelijk reglement mag bij beslissing van de Commissie gewijzigd worden indien de geplande wijzigingen niet van de wetgeving afwijken en op de agenda ingeschreven werden.

De wijziging wordt de Regering van de Franse Gemeenschap ter goedkeuring voorgelegd.

#### HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

a) Briefwisseling en archief

Art. 27. Elke briefwisseling over al wat de Commissie betreft, moet aan de voorzitter, ten zetel van de Commissie, bedoeld in artikel 2, gericht worden.

Art. 28. Het archief van de Commissie wordt ten zetel van de Commissie bewaard.

b) Indiening van het huishoudelijk reglement

Art. 29. Dit huishoudelijk reglement, overeenkomstig de bepalingen van artikel 92 van het decreet d.d. 1 februari 1993 goedgekeurd door de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt bij het secretariaat van de Commissie ingediend.

c) Inwerkingtreding

Art. 30. Dit reglement heeft uitwerking op 1 december 1994.

Aldus aangenomen op de vergadering d.d. 1 december 1994 van de Centrale Paritaire Commissie.

Voor eensluidend afschrift:

De Secretaris,  
A.-M. Ruelle.

De Adjunct-secretaris,  
P. Gilles.

De Voorzitter,  
J.-L. Richard.

### PARITAIRE COMMISSIE VAN HET VRIJ NIET-CONFESSIONEEL BASISONDERWIJS

Huishoudelijk reglement aangenomen op de plenaire vergadering d.d. 1 december 1994

#### HOOFDSTUK I. — Instelling, zetel

##### Artikel 1.

##### 1. Omschrijvingen

Bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1993 (*Belgisch Staatsblad* d.d. 16 maart 1993) werd de Paritaire Commissie van het vrij niet-confessioneel basisonderwijs ingesteld, hierna genoemd « Paritaire Commissie van het basisonderwijs », die bevoegd is voor de inrichtingen voor vrij niet-confessioneel onderwijs op het niveau van het basisonderwijs (artikel 91, lid 1, 2, van het Decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 1 februari 1993 — *Belgisch Staatsblad* van 17 februari 1993).

Overeenkomstig artikel 3, § 5, van hetzelfde decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 1 februari 1993 verstaat men onder « niet-confessioneel onderwijs » een onderwijs dat niet gebaseerd is op een godsdienst bepaald in artikel 8 van de wet d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving of een onderwijs dat deze status kiest.

Overeenkomstig artikel 3, § 6, van hetzelfde decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 1 februari 1993 verstaat men onder « inrichting met hetzelfde karakter » een aantal inrichtingen die niet-confessioneel onderwijs geven, met het door hen aangevraagde onderscheid volgens de levensbeschouwing die ze huldigen of, zoniet, groepeerd.

##### 2. Bevoegdheid

De bevoegdheid van de Commissie strekt zich uit tot de Inrichtende Machten en de gesubsidieerde personeelsleden die door bovengenoemde onderwijsinrichtingen worden tewerkgesteld, met uitsluiting :

van het gesubsidieerd personeel van de categorie administratief personeel;

van het gesubsidieerd personeel en de Inrichtende Machten van de gesubsidieerde onderwijsinrichtingen van hoger niveau van het lange type of van universitair niveau.

Art. 2. De zetel van de Commissie wordt te Brussel gevestigd, in de lokalen van het « Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française » (Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming), Administratief Centrum, Koningsstraat 204 (postadres : Pachecolaan 19, bus 0, 1010 Brussel).

Bij noodgeval kan de voorzitter beslissen, de vergaderingen buiten de zetel van de Paritaire Commissie te houden.

HOOFDSTUK II. — *Opdracht*

Art. 3. De opdrachten van de Paritaire Commissie van het basisonderwijs zijn :

- a) over de specifieke arbeidsvoorwaarden in het vrij niet-confessioneel onderwijs beraadslagen;
- b) elk geschil voorkomen of bijleggen dat zou kunnen rijzen of zou gerezen zijn tussen de inrichtende machten en de personeelsleden die ressorteren onder de Paritaire Commissie van het basisonderwijs;
- c) regels opmaken ter aanvulling van de statutaire bepalingen van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs;
- d) de evolutie van het sociaal recht volgen en de aanvullende regels eraan aanpassen.

HOOFDSTUK III. — *Samenstelling*

Art. 4. De Paritaire Commissie bestaat uit:

- a) een voorzitter en een ondervoorzitter;
- b) een secretaris en een adjunct-secretaris;
- c) een referendaris;
- d) 12 werkende leden en 12 plaatsvervangers die de werkgevers- en de werknemersorganisaties vertegenwoordigen, waaronder 6 werkende leden en 6 plaatsvervangers die de inrichtende machten in het vrij niet-confessioneel onderwijs vertegenwoordigen en 6 werkende leden en 6 plaatsvervangers die de representatieve organisaties vertegenwoordigen van personeelsleden van het vrij niet-confessioneel onderwijs, aangesloten bij een vakbond die in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigd is.

De voorzitter, ondervoorzitter, referendaris, secretaris, adjunct-secretaris en commissieleden werden voor de eerste keer bij een besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 3 november 1993, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* d.d. 17 december 1993, benoemd.

De leden worden voor vijf jaar benoemd.

Het mandaat van de leden neemt een einde :

- a) bij ontslag;
- b) wanneer de organisatie die het lid voorgedragen heeft, zijn vervanging vraagt;
- c) bij overlijden.

Elk lid dat een paritaire commissie verlaat, wordt binnen de eerstvolgende drie maanden vervangen.

De plaatsvervanger beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

Wanneer een organisatie de bevoegde Minister de vervanging van een werkend lid of een plaatsvervanger vraagt, zendt ze een afschrift van deze vraag tot wijziging over aan de Voorzitter van de Paritaire Commissie van het basisonderwijs.

Art. 5. De commissieleden kunnen worden bijgestaan door technische adviseurs, wier aantal op 12 wordt vastgesteld. Het aantal technische adviseurs die door de werkgeversorganisaties mogen worden afgevaardigd wordt op 6 vastgesteld.

Het aantal technische adviseurs die door de vakbonden mogen worden afgevaardigd, wordt eveneens vastgesteld op 6.

HOOFDSTUK IV. — *Werking*

## a) Vergaderingen

Art. 6. De Commissie vergadert op initiatief van de voorzitter of op vraag van een organisatie die er vertegenwoordigd is.

Elke vraag die van een organisatie uitgaat moet op de agenda van een vergadering van de Paritaire Commissie van het basisonderwijs worden ingeschreven binnen de dertig dagen na de ontvangst ervan door de voorzitter.

Deze vraag vermeldt de punten die de organisatie op de agenda wenst te brengen en gaat gepaard met een verklarende nota en al de nodige documenten.

Art. 7. De voorzitter bepaalt de datum van de vergadering en maakt de agenda op.

Een bijkomend punt mag tijdens de vergadering op de agenda worden gebracht voor zover de leden er unaniem akkoord mee gaan.

Art. 8. Zowel de werkende leden als de plaatsvervangers worden door toedoen van de voorzitter geroepen.

De oproepingsbrief vermeldt de datum, de plaats en de agenda van de vergadering en gaat gepaard met de verklarende nota, bedoeld in artikel 6, en de documenten betreffende de agenda.

Hij wordt aan de werkende leden als plaatsvervangers, alsmede aan de referendaris, ten minste 14 kalenderdagen vóór de datum van de vergadering gericht.

Art. 9. Het werkend lid dat belet is, voorziet in zijn vervanging.

Wanneer een plaatsvervanger een werkend lid vervangt, verwittigt hij de voorzitter zodra de vergadering geopend wordt.

Wanneer technische adviseurs de vergadering bijwonen, wordt de commissie uiterlijk bij het begin van de vergadering door een lid van de paritaire commissie op de hoogte van hun aanwezigheid gebracht.

Art. 10. De Commissie beraadslaagt geldig wanneer ten minste de helft van de werkende leden of plaatsvervangers die de werkgevers vertegenwoordigen, en ten minste de helft van de werkende leden of plaatsvervangers die de werknemers vertegenwoordigen, aanwezig zijn.

De plaatsvervangers hebben geldig zitting ter vervanging van verhinderde werkende leden.

Indien de in vorig lid bedoelde voorwaarde niet vervuld is zal een nieuwe vergadering belegd worden en dan geldig beraadslagen, wat het aantal ook moge zijn van de aanwezige leden die enerzijds de werkgevers en anderzijds de werknemers vertegenwoordigen, over de punten die op de agenda van de vorige vergadering stonden.

Art. 11. De voorzitter ziet na of de voor een geldige beraadslaging vastgestelde voorwaarden vervuld zijn.

Hij leidt de besprekingen en zorgt voor de goede werking van de Commissie.

De beslissingen worden bij algemene stemmen van de aanwezige leden genomen.

De voorzitter zorgt voor het verzenden van de beslissingen van de paritaire commissie van het basisonderwijs aan het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor het statuut van de in artikel I van dit huishoudelijk reglement bedoelde personeelsleden, en eventueel aan de betrokken partijen. Hij zorgt voor deze verzending binnen de acht dagen die op de definitieve goedkeuring van de tekst van de beslissing volgen.



Wanneer de Paritaire Commissie van het basisonderwijs een beslissing neemt, preciseert ze of ze wenst dat de Regering van de Franse Gemeenschap er al dan niet bindende kracht aan geeft.

De voorzitter deelt onverwijld, uiterlijk tijdens de eerstvolgende vergadering, de leden van de Paritaire Commissie de kennisgeving mee die de Regering aan hem richt ter uitvoering van artikel 97 (weigeren van de bindende kracht) van het decreet d.d. 1 februari 1993, houdende vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, of wanneer de Regering bindende kracht geeft aan een beslissing.

Art. 12. De secretaris of de adjunct-secretaris woont de vergaderingen van de Commissie bij.

Art. 13. De vergaderingen van de Commissie zijn niet openbaar.

b) Notulen van de vergaderingen

Art. 14. De secretaris stelt de notulen van elke vergadering op.

De notulen vermelden :

de benaming van het paritair lichaam;

de plaats en de datum van de vergadering, het openings- en sluitingsuur;

de namen van de aanwezige, verontschuldigde of afwezige leden en de organisatie die deze leden heeft voorgedragen;

de namen van de plaatsvervangers die de verhinderde leden vertegenwoordigen;

de punten op de agenda;

de vaststelling door de voorzitter dat de voorwaarden voor een geldige beraadslaging vervuld zijn.

De notulen moeten de debatten trouw en omstandig weergeven en de aangenomen besluiten puntsgewijs opnemen, alsook de documentatie die erop betrekking heeft.

Art. 15. De secretaris zendt binnen een termijn van 8 kalenderdagen de notulen over aan de voorzitter.

De voorzitter ondertekent de notulen van de vergadering, die hij binnen een tweede termijn van 8 kalenderdagen aan de Regering van de Franse Gemeenschap verzendt.

Art. 16. De notulen worden naar de werkende leden en de plaatsvervangers binnen de 14 kalenderdagen na de vergadering gestuurd.

Bij gebrek aan een vraag om rechtzetting, gericht aan de voorzitter binnen 8 dagen te rekenen van de datum van ontvangst van de notulen, worden deze geacht door de Commissie te zijn goedgekeurd.

De voorzitter legt de vraag om rechtzetting aan de leden die de vergadering hebben bijgewoond, ter goedkeuring voor. In elk geval gebeurt de goedkeuring van de notulen bij het begin van de eerstkomende vergadering van de Commissie.

Art. 17. Behoudens indien de Commissie hierover anders beslist, worden de notulen niet aan derden meegedeeld.

c) Beslissingen, overeenkomsten en andere handelingen van de Commissie

Art. 18. De adviezen, voorstellen, vragen, beslissingen en overeenkomsten alsmede de andere handelingen van de Commissie worden goedgekeurd op de vergadering tijdens welke ze geformuleerd, genomen of gesloten werden en maken ieder het voorwerp uit van afzonderlijke genummerde documenten die bij de notulen van de vergadering worden gevoegd.

Art. 19. De beslissingen worden door de aanwezige leden eenparig genomen; de collectieve arbeidsovereenkomsten moeten door alle in de Paritaire Commissie vertegenwoordigde organisaties gesloten worden.

Art. 20. De in de Commissie gesloten overeenkomsten kunnen bindend verklaard worden door de Regering van de Franse Gemeenschap, op verzoek van de Commissie of van een in de Commissie vertegenwoordigde organisatie.

Overeenkomstig artikel 11 geeft de Voorzitter aan de leden uiterlijk tijdens de eerstvolgende vergadering kennis van de beslissingen van de Regering omtrent de in vorig lid bedoelde aanvragen.

d) Andere bevoegdheden van de voorzitter, de ondervoorzitter en de secretaris

Art. 21. De voorzitter vertegenwoordigt de Commissie in haar betrekkingen met derden.

Hij ondertekent de brieven van de Commissie.

Hij mag deze bevoegdheid niet aan de secretaris afvaardigen.

Art. 22. Bij afwezigheid van de voorzitter vervangt de ondervoorzitter hem en oefent hij in dat geval dezelfde bevoegdheid als de voorzitter uit.

Art. 23. De secretaris vervult zijn opdracht onder het gezag en de leiding van de voorzitter.

e) Samenstelling van werkgroepen

Art. 24. De Commissie mag werkgroepen samenstellen ten einde de bijzondere problemen die ze bepaalt, te onderzoeken.

De besluiten van de werkgroepen worden aan de Commissie ter goedkeuring voorgelegd.

#### HOOFDSTUK V. — Bemiddeling

Art. 25. De Paritaire Commissie van het basisonderwijs richt onder haar leden een bemiddelingsdienst op waarvan de samenstelling, de materiële bevoegdheid en de werkwijze door een beslissing van de Paritaire Commissie worden geregeld en die alle geschillen tussen de onder die Commissie ressorterende werkgevers en werknemers moet voorkomen of bijleggen.

#### HOOFDSTUK VI. — Wijziging van het huishoudelijk reglement

Art. 26. Dit huishoudelijk reglement mag bij beslissing van de Commissie gewijzigd worden indien de geplande wijzigingen niet van de wetgeving afwijken en op de agenda ingeschreven werden.

De wijziging wordt de Regering van de Franse Gemeenschap ter goedkeuring voorgelegd.

#### HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

a) Briefwisseling en archief

Art. 27. Elke briefwisseling over al wat de Commissie betreft, moet aan de voorzitter, ten zetel van de Commissie, bedoeld in artikel 2, gericht worden.

Art. 28. Het archief van de Commissie wordt ten zetel van de Commissie bewaard.

## b) Indiening van het huishoudelijk reglement

Art. 29. Dit huishoudelijk reglement, overeenkomstig de bepalingen van artikel 92 van het decreet d.d. 1 februari 1993 goedgekeurd door de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt bij het secretariaat van de Commissie ingediend.

## c) Inwerkingtreding

Art. 30. Dit reglement heeft uitwerking op 1 december 1994.

Aldus aangenomen op de vergadering d.d. 1 december 1994 van de Centrale Paritaire Commissie.

Voor eensluidend afschrift :

De Secretaris,  
Y. Vandenbossche.

De Voorzitter,  
J.-L. Richard.

## PARITAIRE COMMISSIE VAN HET VRIJ NIET-CONFESSIONEEL ONDERWIJS VOOR SOCIALE PROMOTIE

Huishoudelijk reglement aangenomen op de plenaire vergadering d.d. 1 december 1994

HOOFDSTUK I. — *Instelling, zetel*

## Artikel 1.

## 1. Omschrijvingen

Bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1993 (*Belgisch Staatsblad* d.d. 16 maart 1993) werd de Paritaire Commissie van het vrij niet-confessioneel onderwijs voor sociale promotie ingesteld, hierna genoemd « Paritaire Commissie van het onderwijs voor sociale promotie », die bevoegd is voor de inrichtingen voor het vrij niet-confessioneel onderwijs voor sociale promotie op alle onderwijsniveaus (artikel 91, lid 1, 2, van het Decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 1 februari 1993 — *Belgisch Staatsblad* van 17 februari 1993).

Overeenkomstig artikel 3, § 5, van hetzelfde decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 1 februari 1993 verstaat men onder « niet-confessioneel onderwijs » een onderwijs dat niet gebaseerd is op een godsdienst bepaald in artikel 8 van de wet d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving of een onderwijs dat deze status kiest.

Overeenkomstig dat artikel 3, § 6, van hetzelfde decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 1 februari 1993 verstaat men onder « inrichting met hetzelfde karakter » een aantal inrichtingen die niet-confessioneel onderwijs geven, met het door hen aangevraagde onderscheid volgens de levensbeschouwing die ze huldigen of, zoniet, gegroepeerd.

## 2. Bevoegdheid

De bevoegdheid van de Commissie strekt zich uit de Inrichtende Machten en tot de gesubsidieerde personeelsleden die door bovengenoemde onderwijsinrichtingen worden tewerkgesteld, met uitsluiting :

van het gesubsidieerd personeel van de categorie administratief personeel;  
van het gesubsidieerd personeel en de Inrichtende Machten van de vrije gesubsidieerde onderwijsinrichtingen van hoger niveau van het lange type of van universitair niveau.

Art. 2. De zetel van de Commissie wordt te Brussel gevestigd, in de lokalen van het « Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française » (Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming), thans Bestuur Sociale Promotie, Wetenschapsstraat 43, 1040 Brussel.

Bij noodgeval kan de voorzitter beslissen de vergaderingen buiten de zetel van de Paritaire Commissie te houden.

HOOFDSTUK II. — *Oprichting*

Art. 3. De opdrachten van de Paritaire Commissie van het onderwijs voor sociale promotie zijn :

a) over de specifieke arbeidsvoorwaarden in het vrij niet-confessioneel onderwijs beraadslagen;  
b) elk geschil voorkomen of bijleggen dat zou kunnen rijzen of zou gerezen zijn tussen de inrichtende machten en de personeelsleden die ressorteren onder de Paritaire Commissie van het onderwijs voor sociale promotie;

c) regels opmaken ter aanvulling van de statutaire bepalingen van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs voor sociale promotie.

HOOFDSTUK III. — *Samenstelling*

Art. 4. De Paritaire Commissie bestaat uit :

a) een voorzitter en een ondervoorzitter;  
b) een secretaris en een adjunct-secretaris;  
c) een referendaris.

d) 12 werkende leden en 12 plaatsvervangers die de werkgevers- en de werknemersorganisaties vertegenwoordigen, waaronder 6 werkende leden en 6 plaatsvervangers die de inrichtende machten in het vrij niet-confessioneel onderwijs vertegenwoordigen en 6 werkende leden en 6 plaatsvervangers die de representatieve organisaties vertegenwoordigen van personeelsleden van het vrij niet-confessioneel onderwijs, aangesloten bij een vakbond die in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigd is.

De voorzitter, ondervoorzitter, referendaris, secretaris, adjunct-secretaris en commissieleden werden voor de eerste keer bij een besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 3 november 1993, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* d.d. 17 december 1993, benoemd.

De leden worden voor vijf jaar benoemd.

Het mandaat van de leden neent een einde :

a) bij ontslag;

b) wanneer de organisatie die het lid voorgedragen heeft, zijn vervanging vraagt;

c) bij overlijden.

Elk lid dat een paritaire commissie verlaat, wordt binnen de eerstvolgende drie maanden vervangen.

De plaatsvervanger beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

Wanneer een organisatie de bevoegde Minister de vervanging van een werkend lid of een plaatsvervanger vraagt, zendt ze een afschrift van deze vraag tot wijziging over aan de Voorzitter van de Paritaire Commissie van het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 5. De commissieleden kunnen worden bijgestaan door technische adviseurs, wier aantal op 12 wordt vastgesteld.

Het aantal technische adviseurs die door de werkgeversorganisaties mogen worden afgevaardigd wordt op 6 vastgesteld.

Het aantal technische adviseurs die door de vakbonden mogen worden afgevaardigd, wordt eveneens vastgesteld op 6.

#### HOOFDSTUK IV. — *Werking*

##### a) Vergaderingen

Art. 6. De Commissie vergadert op initiatief van de voorzitter of op vraag van een organisatie die er vertegenwoordigd is.

Elke vraag die van een organisatie uitgaat moet op de agenda van een vergadering van de Paritaire Commissie van het onderwijs voor sociale promotie worden ingeschreven binnen de dertig dagen na de ontvangst ervan door de voorzitter.

Deze vraag vermeldt de punten die de organisatie op de agenda wenst te brengen en gaat gepaard met een verklarende nota en al de nodige documenten.

Art. 7. De voorzitter bepaalt de datum van de vergadering en maakt de agenda op.

Een bijkomend punt mag tijdens de vergadering op de agenda worden gebracht voor zover de leden er unaniem akkoord mee gaan.

Art. 8. Zowel de werkende leden als de plaatsvervangers worden door toedoen van de voorzitter geroepen.

De oproepingsbrief vermeldt de datum, de plaats en de agenda van de vergadering en gaat gepaard met de verklarende nota, bedoeld in artikel 6, en de documenten betreffende de agenda.

Hij wordt aan de werkende leden als plaatsvervangers, alsmede aan de referendaris, ten minste 14 kalenderdagen vóór de datum van de vergadering gericht.

Art. 9. Het werkend lid dat belet is, voorziet in zijn vervanging.

Wanneer een plaatsvervanger een werkend lid vervangt, verwittigt hij de voorzitter zodra de vergadering geopend wordt.

Wanneer technische adviseurs de vergadering bijwonen, wordt de commissie uiterlijk bij het begin van de vergadering door een lid van de paritaire commissie op de hoogte van hun aanwezigheid gebracht.

Art. 10. De Commissie beraadslaagt geldig wanneer ten minste de helft van de werkende leden of plaatsvervangers die de werkgevers vertegenwoordigen, en ten minste de helft van de werkende leden of plaatsvervangers die de werknemers vertegenwoordigen, aanwezig zijn. De plaatsvervangers hebben enkel zitting ter vervanging van verhinderde werkende leden.

Indien de in het vorig lid bedoelde voorwaarde niet vervuld is, zal een nieuwe vergadering belegd worden en dan geldig beraadslagen, wat het aantal ook moge zijn van de aanwezige leden die enerzijds de werkgevers en anderzijds de werknemers vertegenwoordigen, over de punten die op de agenda van de vorige vergadering stonden.

Art. 11. De voorzitter ziet na of de voor een geldige beraadslaging vastgestelde voorwaarden vervuld zijn.

Hij leidt de besprekingen en zorgt voor de goede werking van de Commissie.

De beslissingen worden bij algemene stemmen van de aanwezige leden genomen.

De voorzitter zorgt voor het overzenden van de beslissingen van de paritaire commissie van het onderwijs voor sociale promotie aan het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor het statuut van de in artikel 1 van dit huishoudelijk reglement bedoelde personeelsleden, en eventueel aan de betrokken partijen. Hij zorgt voor deze verzending binnen de acht dagen die op de definitieve goedkeuring van de tekst van de beslissing volgen.

Wanneer de Paritaire Commissie van het onderwijs voor sociale promotie een beslissing neemt, preciseert ze of ze wenst dat de Regering van de Franse Gemeenschap er al dan niet bindende kracht aan geeft.

De voorzitter deelt onverwijld, uiterlijk tijdens de eerstvolgende vergadering, de leden van de Paritaire Commissie de kennisgeving mee die de Regering aan hem richt te uitvoering van artikel 97 (weigeren van de bindende kracht) van het decreet d.d. 1 februari 1993, houdende vaststelling van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, of wanneer de Regering bindende kracht geeft aan een beslissing.

Art. 12. De secretaris of de adjunct-secretaris woont de vergaderingen van de Commissie bij.

Art. 13. De vergaderingen van de Commissie zijn niet openbaar.

##### b) Notulen van de vergaderingen

Art. 14. De secretaris stelt de notulen van elke vergadering op.

De notulen vermelden :

de benaming van het paritair lichaam;

de plaats en de datum van de vergadering, het openings- en sluitingsuur;

de namen van de aanwezige, verontschuldigde of afwezige leden en de organisatie die deze leden heeft voorgedragen;

de namen van de plaatsvervangers die de verhinderde leden vertegenwoordigen;

de punten op de agenda;

de vaststelling door de voorzitter dat de voorwaarden voor een geldige beraadslaging vervuld zijn.

De notulen moeten de debatten trouw en omstandig weergeven en de aangenomen besluiten puntsgewijs opnemen, alsook de documentatie die erop betrekking heeft.

Art. 15. De secretaris zendt binnen een termijn van 8 kalenderdagen de notulen over aan de voorzitter.

De voorzitter ondertekent de notulen van de vergadering, die hij binnen een tweede termijn van kalenderdagen aan de Regering van de Franse Gemeenschap overzendt.

Art. 16. De notulen worden naar de werkende leden en de plaatsvervangers binnen de 14 kalenderdagen na de vergadering gestuurd.

Bij gebrek aan een vraag om rechtzetting, gericht aan de voorzitter binnen 8 dagen te rekenen van de datum van ontvangst van de notulen, worden deze geacht door de Commissie te zijn goedgekeurd.

De voorzitter legt de vraag om rechtzetting aan de leden die de vergadering hebben bijgewoond, ter goedkeuring voor. In elk geval gebeurt de goedkeuring van de notulen bij het begin van de eerstkomende vergadering van de Commissie.

Art. 17. Behoudens indien de Commissie hierover anders beslist, worden de notulen niet aan derden meegedeeld.

*c) Beslissingen, overeenkomsten en andere handelingen van de Commissie*

Art. 18. De adviezen, voorstellen, vragen, beslissingen en overeenkomsten alsmede de andere handelingen van de Commissie worden goedgekeurd op de vergadering tijdens welke ze geformuleerd, genomen of gesloten werden en maken ieder het voorwerp uit van afzonderlijke genummerde documenten die bij de notulen van de vergadering worden gevoegd.

Art. 19. De beslissingen worden door de aanwezige leden eenparig genomen; de collectieve arbeidsovereenkomsten moeten door alle in de Paritaire Commissie vertegenwoordigde organisaties gesloten worden.

Art. 20. De in de Commissie gesloten overeenkomsten kunnen bindend verklaard worden door de Regering van de Franse Gemeenschap, op verzoek van de Commissie of van een in de Commissie vertegenwoordigde organisatie.

Overeenkomstig artikel 11 geeft de Voorzitter aan de leden uiterlijk tijdens de eerstvolgende vergadering kennis van de beslissingen van de Regering omtrent de in vorig lid bedoelde aanvragen.

*d) Andere bevoegdheden van de voorzitter, de ondervoorzitter en de secretaris*

Art. 21. De voorzitter vertegenwoordigt de Commissie in haar betrekkingen met derden. Hij ondertekent de brieven van de Commissie. Hij mag deze bevoegdheid niet aan de secretaris afvaardigen.

Art. 22. Bij afwezigheid van de voorzitter vervangt de ondervoorzitter hem en oefent hij in dat geval dezelfde bevoegdheid als de voorzitter uit.

Art. 23. De secretaris vervult zijn opdracht onder het gezag en de leiding van de voorzitter.

*e) Samenstelling van werkgroepen*

Art. 24. De Commissie mag werkgroepen samenstellen ten einde de bijzondere problemen die ze bepaalt, te onderzoeken.

De besluiten van de werkgroepen worden aan de Commissie ter goedkeuring voorgelegd.

#### HOOFDSTUK V. — *Bemiddeling*

Art. 25. De Paritaire Commissie van het onderwijs voor sociale promotie richt onder haar leden een bemiddeldingsdienst op waarvan de samenstelling, de materiële bevoegdheid en de werkwijze door een beslissing van de Paritaire Commissie worden geregeld en die alle geschillen tussen de onder die Commissie reagerende werkgevers en werknemers moet voorkomen of bijleggen.

#### HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het huishoudelijk reglement*

Art. 26. Dit huishoudelijk reglement mag bij beslissing van de Commissie gewijzigd worden indien de geplande wijzigingen niet van de wetgeving afwijken en op de agenda ingeschreven werden.

De wijziging wordt de Regering van de Franse Gemeenschap ter goedkeuring voorgelegd.

#### HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

*a) Briefwisseling en archief*

Art. 27. Elke briefwisseling over al wat de Commissie betreft, moet aan de voorzitter, ten zetel van de Commissie, bedoeld in artikel 2, gericht worden.

Art. 28. Het archief van de Commissie wordt ten zetel van de Commissie bewaard.

*b) Indiening van het huishoudelijk reglement*

Art. 29. Dit huishoudelijk reglement, overeenkomstig de bepalingen van artikel 92 van het decreet d.d. 1 februari 1993 goedgekeurd door de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt bij het secretariaat van de Commissie ingediend.

*c) Inwerkingtreding*

Art. 30. Dit reglement heeft uitwerking op 1 december 1994.

Aldus aangenomen op de vergadering d.d. 1 december 1994 van de Centrale Paritaire Commissie.

Voor eensluidend afschrift :

De Adjunct-secretaris,  
J. Dinaer.

De Voorzitter,  
J.-L. Richard.

[S-C — 29156]

**9 FEVRIER 1995. — Arrête du Gouvernement de la Communauté française  
portant approbation du règlement d'ordre intérieur  
de la Chambre de recours de l'Enseignement fondamental libre non confessionnel**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 80 du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 mars 1993 relatif aux Chambres de recours dans l'enseignement libre non confessionnel;

Sur proposition du Ministre ayant le statut des membres du personnel de l'enseignement libre dans ses attributions;